

**« LA CHINE ET SES DEFIS :
VERS UN NOUVEAU MODELE
DE DEVELOPPEMENT ? »**

Sommaire

Accueil par Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
Introduction	
par M Claude Martin, ambassadeur de France en Chine de 1990 à 1993	7
« <i>L'évolution du système politique : la Chine de Xi Jinping ?</i> »	
par M. Joris Zylberman, co-fondateur et directeur général d'ActuAsia, directeur de la publication et rédacteur en chef d'Asialyst, co-auteur avec Mathieu Duchâtel de « Les nouveaux communistes chinois » (Armand Colin, 2012)	9
« <i>Les causes économiques fondamentales des difficultés de la Chine</i> »	
par M. Patrick Artus, économiste et directeur de la recherche et des études de Natixis, et co-auteur avec Marie-Paule Virard de « <i>Croissance zéro, comment éviter le chaos?</i> » (Éditions Fayard, 2015)	16
« <i>La Chine est-elle en train de vivre son moment japonais ?</i> »	
par M. Jean-François Di Meglio, président d'Asia Centre	24
« <i>Une politique étrangère chinoise prudente et pragmatique</i> »	
par M. le Dr. Antoine Bondaz, chercheur à Asia Centre et ancien chercheur invité au <i>Carnegie Endowment for International Peace</i>	28
« <i>Essai de synthèse et quelques réflexions</i> »	
par M. Claude Martin, ambassadeur de France en Chine de 1990 à 1993 ...	35
Débat final.....	40

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Nous avons eu récemment l'occasion, avec une petite délégation de la Fondation Res Publica, de faire un voyage d'étude en Chine. Nous nous interrogeons sur les limites du modèle de développement chinois, sur son avenir. Rien n'est plus intéressant que de confronter ce que nous avons entendu et les réponses qui ont été apportées à nos questions avec l'avis des meilleurs experts ici réunis.

Je vais laisser le soin de présenter les intervenants et de mener les débats à M. Claude Martin, qui connaît bien la Chine, pour avoir été ambassadeur à Pékin il y a une douzaine d'années, avant de représenter la France à Berlin.

CLAUDE MARTIN

Merci, Monsieur le ministre. Revenant de Chine, vous avez les nouvelles les plus fraîches et surtout vous avez vu. Selon un dicton que répètent volontiers les Chinois : « Mieux vaut voir une fois qu'entendre parler cent fois ».

Je jouerai dans cette rencontre un rôle de modérateur.

Pour fréquenter la Chine depuis cinquante ans, j'ai appris qu'il faut être en Chine en permanence pour pouvoir juger. J'ai mis les pieds à Pékin pour la première fois en 1964, j'y ai passé, en additionnant mes séjours successifs, plus de seize ans. J'ai connu la révolution culturelle, le mur de la démocratie¹, j'étais sur la Place Tian'anmen quand les chars sont arrivés... Un concours de circonstances a fait que si mes séjours en Chine ont été intermittents, ils ont toujours coïncidé avec des moments importants de la vie de la Chine. Je suis convaincu que nous sommes à nouveau à un moment très important.

Vous avez intitulé la discussion de ce soir : « La Chine à la recherche d'un modèle de développement ». Depuis cinquante ans la Chine a en effet beaucoup changé de modèle. Elle a aussi servi de modèle. Ce sont plutôt les étrangers qui cherchent à définir un modèle chinois : un modèle stratégique, un modèle

¹ Le mur de la démocratie 西单民主墙 (Xidan Minzhu Qiang) est un long mur de briques, érigé en 1978 sur la rue Xidan, sur lequel étaient placardées de nombreuses affiches (ou *dazibao*) qui critiquaient ouvertement les dirigeants chinois, jusqu'à ce que, le 6 décembre 1979, la municipalité de Pékin interdît l'affichage sur ce mur.

idéologique, un modèle économique... On cherche aujourd'hui à savoir ce que la Chine nous propose ou prétend elle-même avoir comme modèle. S'il y avait un Chinois à cette tribune, il serait bien en peine de définir le modèle chinois tant la Chine change en permanence et tant elle porte en elle-même de contradictions.

Il est bon pour débattre de la Chine d'opposer les points de vue afin de construire une idée contradictoire et peut-être une synthèse. Mon rôle d'organisateur de ce débat a consisté surtout à réunir de grandes compétences à cette tribune :

Joris Zylberman, journaliste et chercheur, est directeur et rédacteur en chef de la publication en ligne *Asialyst*, l'équivalent aujourd'hui de ce qu'a été pendant très longtemps la célèbre *Far Eastern Economic Review* (FEER). Cet organe d'information, que je vous invite à consulter, applique son regard et ses analyses à l'ensemble de l'Asie, du Pakistan au Japon. La Chine, compte tenu de son importance, de son poids, de sa dimension, y occupe une place tout à fait centrale. M. Zylberman ouvrira la discussion en campant le paysage chinois d'aujourd'hui. On parle aujourd'hui de la Chine de Xi Jinping. Qui est M Xi Jinping ? Quel est le système chinois auquel Xi Jinping donne son visage ? Quels sont ses principes ? Quelles sont ses difficultés ? Quelles sont ses priorités ? Quelle est, en particulier, l'ambition que la Chine porte à travers ce personnage que l'on décrit beaucoup comme le nouveau Mao, plus puissant qu'aucun dirigeant chinois ne l'a été depuis Mao ?

Nous en viendrons ensuite au morceau de choix de ce débat : l'économie. Cette année la Chine s'est illustrée par un certain nombre d'événements économiques et c'est surtout par l'économie que vit aujourd'hui l'intérêt pour la Chine.

Je n'ai pas besoin de présenter Patrick Artus, économiste et directeur de la recherche et des études de Natixis, professeur à la Sorbonne.

Je passerai ensuite la parole à Jean-François Di Meglio, président d'*Asia Centre*. Ce centre de recherches qui ne cesse de croître en importance, et que je recommande à tous, regroupe un certain nombre de compétences sur la Chine et sur l'Asie en général. Jean-François Di Meglio, que j'ai connu là-bas en d'autres temps, est un grand expert de la Chine.

Après le numéro d'analyse en duo de l'économie chinoise aujourd'hui, nous écouterons un dernier orateur : Antoine Bondaz, docteur et professeur associé à Sciences-Po, membre associé de l'*Asia Centre*, se chargera de la dimension politique étrangère dans ce portrait de la Chine d'aujourd'hui. Que veut la

Chine dans le monde ? A-t-elle une ambition ? Est-elle simplement une très grande puissance passive, qui se cache un peu derrière les autres ? Quoi qu'il en soit, on ne peut l'ignorer, ne serait-ce qu'en raison de son poids, de sa pollution, du rôle qu'elle joue dans les marchés mondiaux. Le rôle d'Antoine Bondaz sera de nous dire si la Chine a une politique étrangère au-delà de la politique de ses marchés, de ses contrats et de ses intérêts.

J'essaierai de faire la synthèse de ces interventions en essayant de déterminer quelle sorte de regard nous pouvons porter sur la Chine d'aujourd'hui et quel ajustement nous pourrions apporter à la relation que nous avons avec elle.

Je passe la parole au premier orateur pour nous camper le décor politique. Joris Zylberman va nous parler de la situation politique chinoise aujourd'hui.

JORIS ZYLBERMAN

L'évolution du système politique : la Chine de Xi Jinping ?

Monsieur l'ambassadeur, Monsieur le ministre, chers amis,

Pour bien comprendre les défis et la situation politique de la Chine actuelle, je vous propose d'essayer de comprendre la personnalité et la nature du pouvoir du numéro un chinois actuel, Xi Jinping. D'où vient-il ? Dans quelle tradition politique s'inscrit-il ? Quelle sorte de *leader* est-il par rapport à ses prédécesseurs ?

De quel Parti communiste chinois (PCC) hérite-t-il ?

Xi Jinping est le fils d'un vieux révolutionnaire, Xi Zhongxun, qui fut dans les années 50 un important responsable du PCC. Il occupa notamment les postes de vice-président de l'Assemblée populaire et de vice-Premier ministre avant d'être purgé par Mao en 1962.

Son fils, Xi Jinping, n'a pas hérité exactement du Parti communiste que son père avait connu, celui de Mao Zedong : une structure fondée sur un *leader* fort, capricieux, plutôt adepte de la guérilla en politique, héritée des années de la guerre contre le Japon ou de la guerre civile. Ce PCC structuré autour d'un

leader et de cadres choisis pour leur couleur politique – parce qu'ils sont rouges et non parce qu'ils ont des compétences d'administrateurs, d'économistes ou de techniciens – est mort après la révolution culturelle. Il a commencé de mourir dès le premier retour de Deng Xiaoping, à partir de 1973-1974, même si ce retour a été très chaotique jusqu'en 1978. Dès le milieu des années 1970, Deng Xiaoping, appuyé par Zhou Enlai, a amorcé une remise en ordre du PCC, recréant des échelons administratifs dans le Parti. Il a formé à chacun de ces échelons des groupes dirigeants recrutés, certes, sur leur loyauté mais surtout sur leurs compétences, leur aptitude de structuration et non sur leur capacité à réciter le Petit Livre rouge. Deng Xiaoping, secrétaire du Parti communiste dans les années 1950, avait aidé à la première structuration du Parti d'après-guerre et, quand il est revenu au pouvoir à la fin des années 1970, il a restauré une organisation léniniste du PCC qui perdure aujourd'hui. Cette organisation implique, dans la pure tradition léniniste, la centralisation du pouvoir, la discipline léniniste, le culte du secret et une stratégie qui consiste à pénétrer tous les secteurs de la société chinoise. Les années 1990-2000 avaient vu l'émergence d'une classe entrepreneuriale privée qui avait déserté les rangs du Parti. C'est en utilisant cette stratégie léniniste que le PCC a tenté de revenir sur ce terrain qu'il avait déserté.

Deng Xiaoping transforme le Parti qui n'est plus l'instrument de pouvoir d'un homme (de Mao) mais un parti de gouvernement qui se reproduit lui-même par un plan de succession de génération en génération, prévu par Deng : la génération de Jiang Zemin, de 1989 à 2002 puis celle de Hu Jintao. La génération au pouvoir est censée couvrir et préparer le passage de témoin à la génération suivante pour éviter des transitions du pouvoir politique dans le sang. Après la mort de Deng Xiaoping la direction du Parti n'est plus assurée par un seul homme capricieux (Mao Zedong) mais par un comité suprême, le Comité permanent du Politburo dont le nombre varie d'un peu plus d'une dizaine à aujourd'hui sept personnes. Au temps de Jiang Zemin et surtout du Hu Jintao, le numéro un, n'est pas un dictateur absolu mais le *primus inter pares*. Ce numéro un doit consulter ses pairs du Comité permanent et, avec eux, forger une décision collégiale. Il s'agit d'une direction collective.

Ce système de gouvernance a montré ses limites. Nous en avons tous été des observateurs lointains. En effet, en 2002, Jiang Zemin, censé passer tout le pouvoir à son successeur Hu Jintao, a gardé deux ans de plus le poste de président de la Commission militaire centrale, de chef des armées, poste que Deng Xiaoping avait occupé pendant toute sa seconde carrière politique, ce qui

a considérablement affaibli le pouvoir de Hu Jintao. Ce dernier a eu toutes les peines du monde à asseoir son pouvoir, d'autant que, depuis 2002, Jiang Zemin dirige dans les coulisses la faction de Shanghai, l'une des factions dominantes à l'intérieur du Parti. S'en est suivie une guerre des factions qui a connu son paroxysme avec la chute ultra-médiatique de Bo Xilai, au début de 2012. Bo Xilai, l'ancien patron du Parti à Chongqing, accusé officiellement de corruption et de complicité de meurtre, était officieusement suspecté de vouloir organiser un coup d'État pour prendre le pouvoir à la place de Xi Jinping, le nouveau successeur choisi. C'est pour en finir avec ce jeu de factions que les dirigeants du Parti communiste chinois ont décidé de permettre à leur nouveau dirigeant de concentrer les trois titres majeurs du pouvoir en Chine. Et en l'espace de quelques mois, de novembre 2013 au printemps 2014, Xi Jinping est devenu secrétaire général du PCC, président de la Commission militaire centrale et Président de la République populaire de Chine, ce qui ne s'était jamais produit depuis Mao Zedong,

Comment peut-on considérer le pouvoir de Xi Jinping dans sa nature et dans sa dynamique ?

Avec Xi Jinping, on a donc affaire au numéro un chinois le plus puissant depuis Deng Xiaoping, d'aucuns disent même depuis Mao Zedong, c'est en tout cas ce que nous disent les analystes et la presse. Ce n'est pas seulement une histoire de titres : Deng Xiaoping n'était ni secrétaire général du Parti – en tout cas à partir de 1979 – ni Président de la République, ni même Premier ministre. Il lui a suffi d'être chef des armées, président de la Commission militaire centrale du Parti, pour être l'homme fort du pays, pour avoir le dernier mot sur toutes les décisions stratégiques. Xi Jinping, depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, ne s'est pas contenté des trois titres majeurs, il a organisé sa mainmise totale sur le Parti, sur l'État et sur l'armée. Et, évolution très importante pour le système politique chinois, il a entrepris de démanteler le système de gouvernance collective au profit d'un seul homme, lui-même :

Xi Jinping a créé une série de commissions – dont il est le seul président – qui englobent les secteurs stratégiques de la politique en Chine : la réforme de la gouvernance, la politique financière, l'armée et la cyber-sécurité. Il n'y a plus de « tsar » de la sécurité, de superflic, de Monsieur sécurité intérieure à côté du numéro un du Parti. En effet, Zhou Yongkang, l'ancien « tsar » de la sécurité, a été démis et poursuivi pour corruption officiellement (officieusement il était

suspecté d'avoir aidé à fomenter un coup d'État avec Bo Xilai). Aujourd'hui le « tsar » de la sécurité intérieure, c'est Xi Jinping.

Dès qu'il est arrivé au pouvoir Xi Jinping a initié le mouvement de rectification à l'intérieur et à l'extérieur du Parti communiste le plus brutal depuis 1989 sous le prétexte de « lutte anti-corruption ». Cette campagne touche le Politburo, l'armée et les secteurs stratégiques de l'économie, comme la finance et le pétrole où il y avait toute la filière clientéliste de Zhou Yongkang, l'ancien « tsar » de la sécurité intérieure. Il est difficile d'obtenir des chiffres indépendants mais il semblerait que plus de 100 000 cadres aient été punis depuis le début de la campagne anti-corruption, des « tigres » comme des « mouches ». Le mouvement va si loin que l'angoisse qui commence à plomber l'appareil du Parti filtre explicitement dans la presse officielle, très souvent dans le *Quotidien du peuple*. Les cadres n'osent plus prendre de décisions de peur d'attirer l'attention sur eux, surtout celle de celui qui est qualifié de « diable », à savoir Wang Qishan, le président de la Commission centrale de discipline du Parti. Ce ressentiment se perçoit dans l'armée où toute une faction a été démantelée, notamment avec la chute du général Guo Boxiong, l'ancien numéro deux de l'Armée de libération populaire. On peut parler aussi de Xu Caihou². Xi Jinping a même lancé un avertissement aux retraités du pouvoir en général. Dans un édit du *Quotidien du peuple* à la rentrée, il invitait les anciens dirigeants (lire : Jiang Zemin) à profiter de Beidaihe (rendez-vous balnéaire qui précède les grands plénums de la rentrée) et à prendre vraiment leur retraite (sous-entendu à arrêter de contrôler leurs factions en coulisse). Ces procédés font peser, non seulement aux yeux des détracteurs de Xi Jinping mais aussi à ceux des observateurs indépendants, un certain soupçon sur la campagne menée par Xi Jinping, considérée davantage comme une purge que comme une authentique opération mains propres au sens italien ou occidental du terme. Les méthodes employées sous la direction de Xi Jinping par le Parti relèvent du *shuanggui*, cette justice interne au Parti, brutale, opaque, totalement hors du système judiciaire. On peut évoquer l'étrange disparition de Guo Guangchang, le PDG milliardaire du groupe *Fosun*, surnommé le « Warren Buffet chinois », qui a racheté le Club Med, entre autres, et est à la tête d'un des plus gros

² Le général Xu Caihou avait présidé jusqu'en 2013 la Commission militaire centrale, l'un des organes les plus importants de la Chine. Poursuivi pour des faits de corruption, il avait été exclu des rangs du Parti communiste et déchu de son rang de général. Sa mort en mars 2015 lui a évité la Cour martiale.

conglomérats de Chine. Il aurait été emmené secrètement le jeudi 10 décembre dernier par la police avant de prendre un vol à l'aéroport de Shanghai. Réapparu ce lundi 14 décembre, lors du meeting annuel de *Fosun*, il a déclaré avoir prêté assistance aux autorités du Parti dans certaines enquêtes, ce qui laisse certains commentateurs penser que Guo est mêlé à une affaire de corruption. Il serait peut-être lié à Ai Baojun, l'ancien directeur de la zone franche de Shanghai qui fait actuellement l'objet d'une enquête pour corruption.

Quand cette campagne de Xi Jinping va-t-elle s'arrêter? C'est une des questions que suscite la personnalité de ce « prince rouge » qui a grandi dans les « Murs rouges », comme dirait Domenach³, cette nouvelle cité interdite sous Mao. Xi Jinping est le frère ennemi de Bo Xilai. De la même génération, tous les deux sont issus de cette caste que Mao a voulu détruire avec la révolution culturelle et qui a fini par remporter la victoire sur les radicaux maoïstes à la fin des années 70. Les patrons de cette caste, sous la houlette de Deng Xiaoping, ont transmis le pouvoir suprême à leurs enfants. Ceux-ci, qui ont fait de bonnes études, étaient au tout début de la révolution culturelle des fanatiques de Mao, des *lao hongweibing*, des « petits gardes rouges » (certains ont ensuite été responsables de violences). Pendant la partie de la révolution culturelle des années 70, ils ont été envoyés à la campagne où ils ont enduré – ce fut le cas de Xi Jinping – des moments assez difficiles. La trajectoire de Xi Jinping est donc une forme de revanche contre son destin, contre le destin de son père Xi Zhongxun (dont une série TV va glorifier le passé).

Xi Jinping, comme tous ceux de sa génération, a endossé le costume confectionné par Deng Xiaoping, celui d'un *leader* qui utilise sans scrupules la modernisation capitaliste pour garantir le pouvoir du Parti communiste. En cela, Xi Jinping n'a pas changé le Parti, devenu depuis trente-cinq ans un parti de gouvernement dont l'idéologie communiste a été fortement diluée, un parti même que certains spécialistes de sciences politiques jugent comme un parti « attrape-tout » qui, pour survivre, parce qu'il a tiré les leçons de la chute du Parti communiste de l'Union Soviétique, cherche à aspirer toutes les nouvelles élites économiques, toutes les nouvelles élites sociales.

³ « *Mao, sa cour et ses complots. Derrière les Murs rouges* » est le titre d'un ouvrage de Jean-Luc Domenach (éd. Fayard, Paris, 2012).

Je voudrais résumer en quelques mots la nouvelle sociologie du Parti.

Ce que je viens de dire permet de mieux comprendre qui sont les nouveaux membres de base de ce Parti communiste qui compte officiellement 88 millions d'adhérents (soit la population de l'Allemagne). Composé en majorité de cadres et d'employés d'entreprises d'État (pour un tiers), de cadres des agences gouvernementales et de fonctionnaires, il compte à peine 15 % d'ouvriers, de paysans et de pêcheurs et 4 % d'étudiants. La grande inconnue est le nombre, gardé secret, des nouveaux membres dans l'armée. Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'un processus volontaire d'adhésion, non d'un recrutement. Les critères de l'adhésion sont avant tout l'excellence, la compétence, de l'université au monde de l'entreprise. Le Parti veut les meilleurs. Les meilleurs sont ceux qui sont compétents mais qui ont aussi cette vertu confucéenne de savoir être au service du groupe et de la hiérarchie... et de savoir se taire quand ils ne sont pas au pouvoir. Xi Jinping, lorsqu'il était vice-Président de Hu Jintao, s'est tu. Quand il s'est mis à parler on a compris qui il était.

Comment Xi Jinping peut-il relever les défis de la société chinoise ?

Nous pourrions tous vous faire un catalogue à la Prévert des multiples défis et contradictions que la Chine doit relever en ce moment. Je vous proposerai une grille de lecture qui n'est pas neutre, c'est la question de la citoyenneté. On peut lire la société chinoise et ses défis à partir d'une question que devra, d'une manière ou d'une autre, résoudre Xi Jinping : Qui sont les citoyens chinois ?

À la grande majorité des citoyens chinois, on a promis la *xiaokang shehui*, la société d'aisance, sublimée sous le nom de *Zhōngguó mèng*, le « rêve chinois », sous le règne de Xi Jinping. Depuis Deng Xiaoping, le mot d'ordre est : enrichissez-vous graduellement et cet enrichissement se généralisera. Aujourd'hui on aspire à un *chinese way of life* apolitique.

Le problème, c'est que de plus en plus de Chinois, refusant d'être réduits à des consommateurs, instruments de la réorientation de la croissance chinoise, sont en demande de justice sociale, d'une vraie lutte anti-corruption, sont en demande de citoyenneté. Sur le problème de l'environnement, depuis quelques années, les Chinois ont montré que, sans l'aide d'une organisation structurée – qu'aurait pu être un parti démocratique tué dans l'œuf dans les années 90 – ils peuvent descendre dans la rue, faire céder le gouvernement et empêcher qu'une

usine polluante ne s'implante au risque de faire monter le taux de cancers chez leurs enfants.

Les quelque 300 millions de migrants chinois ne veulent plus être traités comme des citoyens de seconde zone. On a vu la réforme du fameux *Hukou*, ce passeport intérieur chinois, cet état-civil qui différencie non seulement les ruraux des urbains mais distingue à l'intérieur des urbains les urbains riches de Pékin des urbains pauvres qui ont moins de droits sociaux. Il y a une demande très forte et l'un des défis de Xi Jinping est d'intégrer complètement ces travailleurs migrants à la société urbaine.

Le principal frein concernant cette question de la citoyenneté est ce « document numéro 9 »⁴ qui, décidée par Xi Jinping en 2013, diabolise la notion même de société civile.

Les premiers visés sont les avocats des droits de l'homme. En témoigne le procès de Pu Zhiqiang (avocat qui a défendu des plaignants) qui a commencé. C'est parce qu'il s'exprimait sur le droit des minorités, des Ouïghours, qu'Ai Weiwei⁵ a été arrêté.

Les associations de défense de certains groupes (comme les malades du sida), sont aussi empêchées de défendre des gens qui en ont besoin.

Des ONG vertes dénoncent la corruption locale mais on a vu à la COP 21 des ONG extrêmement mobilisées sur la question climatique. Je pense que l'un des plus beaux défis que la Chine de Xi Jinping pourrait relever serait de répondre à

⁴ Document interne du PCC ayant fait l'objet d'une fuite. Le contenu de la note identifie deux catégories de « dangers » : Les dangers de l'extérieur et les dangers de l'intérieur.

Les dangers de l'extérieur sont la promotion de la démocratie constitutionnelle occidentale, les « valeurs universelles », notamment des droits de l'homme, la « société civile », la promotion du libéralisme, la « promotion de l'idée occidentale de journalisme et la remise en question du principe chinois de l'assujettissement des médias et des publications à la discipline du Parti ».

Deux périls de l'intérieur sont identifiés. La « promotion du nihilisme historique et la tentation de miner l'histoire du Parti et de la Chine nouvelle » et « la remise en question de la politique de réforme et d'ouverture et de la nature socialiste du socialisme avec caractéristiques chinoises ».

⁵ Artiste chinois (sculpteur, performer, photographe, architecte, commissaire d'exposition et blogueur). Son militantisme en faveur des droits de l'homme et sa notoriété mondiale le font redouter des autorités chinoises. Il a été brièvement arrêté en 2011, officiellement pour évasion fiscale.

cette demande de citoyenneté en la réinjectant dans cette nécessité pour la Chine de changer son modèle de développement, d'aller vers une économie bas carbone (qui se débarrasse du charbon), de créer des emplois verts... toutes thématiques qui sont d'ailleurs les nôtres.

C'est ainsi que Xi Jinping pourra relever ce défi de la citoyenneté en Chine.

Je vous remercie.

CLAUDE MARTIN

Merci, M. Zylberman, pour ce premier cadrage politique.

Je passe tout de suite la parole aux économistes et d'abord à Patrick Artus

PATRICK ARTUS

Les causes économiques fondamentales des difficultés de la Chine

Monsieur l'ambassadeur, Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs,
Je parlerai d'économie mais les liens avec ce qui vient d'être dit sur le contexte politique en Chine sont assez forts.

Je traiterai trois points :

- Les origines du problème économique que connaît actuellement la Chine.
- La nature des remèdes mis en place, où l'on retrouve l'idée qu'il faut en Chine une nouvelle économie pour sortir de l'équilibre actuel.
- L'interaction entre la situation chinoise et la situation du Système monétaire international (SMI) : Comment la Chine affecte-t-elle l'équilibre financier global ?

I. Quelle est l'origine profonde des problèmes économiques présents en Chine ?

Il ne faut surtout pas regarder le chiffre officiel de la croissance du PIB chinois, qui a un rapport assez lointain avec la réalité. D'ailleurs, depuis l'arrivée de Xi Jinping, le problème de mesure du PIB devient plus grave. En réalité, depuis la fin de 2013, la Chine a connu un ralentissement extrêmement brutal de son activité économique, de sa croissance. Il est difficile de chiffrer la vraie croissance de la Chine mais elle est probablement cette année à peine supérieure à 3 % (contre 8 % en 2013). Ceci est avéré par tous les indicateurs possibles, reconnu dans les débats entre économistes qui travaillent sur la Chine, même en tenant compte du fait que la croissance vient essentiellement des services qui représentent maintenant la moitié de l'économie chinoise.

Ce problème de croissance, qui inquiète beaucoup les autorités chinoises, vient fondamentalement de l'échec de la stratégie, menée depuis presque vingt ans, de hausse très rapide des salaires visant à augmenter le poids de la consommation dans la croissance chinoise. Une des grandes bizarreries de l'économie chinoise, c'est que la consommation ne représente que 36 % du PIB (contre 60 % à 70 % dans la quasi-totalité des autres pays). La croissance chinoise est donc très dépendante d'une part des exportations, d'autre part des investissements. C'est pourquoi depuis très longtemps les gouvernements chinois successifs ont souhaité que la consommation joue un plus grand rôle. L'instrument utilisé a été une hausse continue et très forte du salaire minimum, augmenté de 12 % à 15 % chaque année. Et le plan quinquennal qui commence prévoit que le salaire minimum continue d'augmenter rapidement. Mais l'objectif de l'augmentation des salaires, la stimulation de la consommation, ne s'est pas du tout réalisé : on constate que le poids de la consommation dans le PIB est à peu près stable et ne remonte pas.

On observe que les suppléments de salaire ont plutôt été épargnés : le taux d'épargne des Chinois a encore augmenté. Beaucoup de travaux académiques de recherche portent sur la cause réelle du niveau élevé de l'épargne des Chinois. Il semble que l'épargne liée à l'immobilier joue un rôle majeur, bien plus que l'épargne liée à la protection sociale qui primait autrefois.

Comme les salaires ont augmenté considérablement, la Chine a perdu son avantage de compétitivité. Le modèle traditionnel de production de la Chine consistait à produire des biens de niveau moyen ou bas de gamme et accordait une très grosse importance aux investissements étrangers, donc aux

délocalisations. Ce modèle est cassé parce que les coûts de production en Chine sont désormais trop élevés. Pour exemple, la fabrication d'un airbus coûte plus cher en Chine qu'à Toulouse ! En conséquence de cette perte de compétitivité, la demande pour les produits chinois, surtout les produits assemblés en Chine, a considérablement chuté. La baisse des exportations chinoises depuis trois ans fait apparaître un énorme excès de capacités dans l'industrie chinoise, capacités qui, sur la trajectoire du passé, avaient été dimensionnées à un niveau beaucoup trop élevé. Les effets ont suivi : chute des investissements, pour corriger l'excès de capacités, chute des prix (- 6 % sur l'année écoulée), déflation industrielle et chute considérable de la rentabilité du capital dans les entreprises chinoises. Cette année, les entreprises industrielles moyennes en Chine ont vu leurs coûts de production augmenter de 6 % tandis que leurs prix baissaient de 6 %, d'où le problème de rentabilité. La réaction extrêmement brutale, qui a surpris tous les observateurs, y compris dans les administrations en Chine, a consisté en sorties massives de capitaux. Les entreprises, les fonds d'investissements chinois ont cessé d'investir en Chine. Leurs investissements se sont portés vers l'étranger, y compris dans des pays émergents présentant des coûts salariaux plus faibles que ceux de la Chine : beaucoup d'investissements directs en Asie du sud, en Indonésie, aux Philippines, au Vietnam, au Pakistan etc. On note aussi les investissements dans les pays de l'OCDE, de nombreuses entreprises chinoises transfèrent leur capital de la Chine vers le reste du monde. Pour vous donner un ordre de grandeur de ce phénomène absolument énorme, en 2015, sur 11 mois, les sorties nettes de capitaux (l'excès des sorties sur les entrées de capitaux) de Chine sont évaluées à environ 1 600 milliards de dollars !

Le problème de la Chine est donc le problème de compétitivité d'un pays qui s'était spécialisé dans des productions « milieu de gamme » (toute parallèle avec la France serait hors sujet... et de mauvais goût). La bonne intention de départ : rééquilibrer la demande au profit de la consommation, n'a pas été couronnée de succès et l'effet qui en résulte est cette hausse très forte des coûts salariaux en Chine.

II. Quels remèdes ont été mis en place et pourraient être mis en place dans le futur ?

On peut s'étonner que les autorités chinoises aient tardé à réagir : on voyait très clairement depuis l'année dernière cette chute spectaculaire de tous les

indicateurs de production de divers biens (ciment, électricité, acier, cuivre...), d'investissements, d'importations (- 15 % en un an !). On percevait chez nos interlocuteurs chinois un certain sentiment d'urgence et, depuis plusieurs mois, un programme de relance de type conjoncturel a été mis en place en Chine, avec tous les ingrédients habituels : hausse des investissements publics, baisse des taux d'intérêt, facilitation de la distribution de crédit par les banques, baisse des impôts sur un ensemble de biens (automobiles en particulier). Ce programme marche. Depuis trois mois, tous les indicateurs vont dans la bonne direction, les ventes de voitures remontent, la livraison de logements neufs s'accélère, les indicateurs de production remontent, les importations remontent. On voit de façon assez globale que ce programme réussit, dans un environnement où le secteur des services est toujours en croissance assez rapide. Or c'est le secteur industrie et construction, qui constitue l'autre moitié de l'économie chinoise, qui était en récession.

Du point de vue financier, une question suscite le débat : le gouvernement chinois va-t-il utiliser le taux de change comme un des instruments du redressement de la situation économique ? L'enjeu est extrêmement important, y compris pour nous, car si la Chine dépréciait considérablement son taux de change, le choc serait assez violent pour le reste de la planète, pour les pays concurrents de la Chine (Corée, Japon, Brésil et même pays européens) et pour les pays qui exportent en Chine, qui verraient chuter la valeur de leurs exportations. Je ne suis pas sûr que le débat soit tranché. On a observé en Chine plusieurs phases : un début de dépréciation du renminbi durant cet été s'est ensuite arrêté – on a même eu des interventions pour le faire remonter – et, depuis quelques jours, il baisse à nouveau.

Mes conversations avec mes interlocuteurs de la Banque centrale à Pékin m'amènent à penser que les autorités chinoises sont divisées sur ce débat important pour le rôle international financier de la Chine. Les arguments sont assez partagés :

Dans un pays qui perd des capitaux, qui a un problème de compétitivité industrielle, il est assez légitime de déprécier le taux de change.

D'un autre point de vue, en dépréciant le taux de change on fait chuter la consommation puisque les Chinois paient plus cher les produits importés, ce qui va à l'encontre de l'objectif central qui est d'augmenter le poids de la consommation.

D'autre part, la dépréciation de la monnaie tend à stopper les efforts de modernisation des entreprises du secteur public les (SOE). En effet, une

monnaie relativement forte pousse les entreprises à se moderniser pour maintenir leur compétitivité.

Un autre argument concerne le rôle international du renminbi : on ne peut pas faire une monnaie de réserve internationale d'une devise dont on manipule trop le change. Or, étrangement, le renminbi est entré dans le DTS (Droit de tirage spécial)⁶, ce qui normalement suppose une devise déterminée sur les marchés... et ce n'est absolument pas le cas pour le renminbi. On peut penser que le FMI a voulu montrer sa volonté de donner un rôle plus important à la Chine.

Dernier argument contre la dépréciation du renminbi : l'une des raisons qui attirait les investissements en Chine était la promesse de gains d'une monnaie qui s'apprécie. Une monnaie qui se déprécie peut au contraire aggraver le problème de sortie des capitaux, par anticipation des dépréciations.

Personne ne sait si les Chinois vont recourir ou pas à une dépréciation importante du renminbi. Une telle décision manifesterait que le souci de la coopération internationale pèse moins que la volonté de soutenir l'économie dans une optique de court terme.

Rien de tout cela ne peut traiter le problème profond de la Chine : la désadéquation entre les coûts de production et la nature des productions. La seule façon de résoudre ce problème dans une perspective de long terme serait évidemment la montée en gamme de l'économie chinoise.

On observe une volonté politique extrêmement forte, des sommes considérables sont dépensées dans le système universitaire, dans la recherche développement (R&D).

L'amélioration de l'environnement fait l'objet de beaucoup de questionnements et d'investissements, dans les énergies renouvelables en particulier : en 2015, 75 % des investissements portent sur les renouvelables. Certes les Chinois incluent le nucléaire dans les renouvelables – n'en déplaie aux Verts allemands – mais 75 % des investissements énergétiques dans le non-carboné, fait, c'est quand même extraordinairement élevé !

⁶ Le DTS est un actif de réserve international, créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres. Sa valeur est basée sur un panier de quatre grandes devises. Les DTS peuvent être échangés contre des devises librement utilisables. Au 17 mars 2015, 204 milliards de DTS ont été créés et alloués aux pays membres (soit l'équivalent d'environ 280 milliards de dollars).

Un travail très intéressant a été fait à l'OCDE sur la réalité d'une montée en gamme de la Chine.

Les indicateurs habituels (R&D, brevets, diplômés de l'université) montent de façon impressionnante. La R&D est passée au-dessus de 2 % du PIB, rejoignant le niveau européen. Les dépôts de brevets ont explosé. La Chine compte 200 universités d'élite.

L'OCDE exprime toutefois un énorme doute sur la réalité de cette montée en gamme : la plupart des brevets ne seraient pas des vrais brevets mais viendraient simplement du fait que les chercheurs sont rémunérés en fonction du nombre de brevets qu'ils déposent. 95 % des brevets ne sont jamais utilisés. La R&D serait en fait souvent de la copie. Bref, il y a un débat. Les gens qui sont allés regarder de très près la réalité de la montée en gamme et de la vague d'innovation en Chine sont extrêmement prudents.

S'ajoute à cela la question de l'environnement politique qui suscite une incertitude chez les dirigeants des grandes entreprises : ne risque-t-il pas de ralentir les processus de décision d'investissement-développement ? On l'entend dire par des entreprises françaises qui ont des partenaires chinois.

On est donc assez confiant sur le fait que, dans les deux prochaines années, les mesures de relance mises en place permettront que se poursuive le redressement de la croissance chinoise, donc une stabilisation du marché du travail. Certes, il faut en passer par une hausse assez visible du chômage en Chine, ce qui est assez détestable.

Mais, dans une perspective longue, on peut avoir des doutes sur la capacité de la Chine à réaliser une montée en gamme assez rapide pour que le niveau de gamme vienne se réajuster au niveau des coûts.

III. Quel est le lien entre la situation chinoise et les problèmes financiers internationaux ?

Jusqu'en 2013, un modèle s'était créé que les économistes avaient appelé « Bretton Woods 2 », réincarnation du Bretton Woods de 1945.

« Bretton Woods 2 » était un système extrêmement bien huilé. Les Chinois avaient ce qu'on appelle une « stratégie mercantiliste » : ils sous-évaluaient le taux de change en accumulant des réserves de change (quand la Chine achète des dollars, elle déprécie sa devise par rapport au taux normal de marché). Cette sous-évaluation du change permettait aux entreprises internationales de

s'installer en Chine pour fabriquer à des coûts plus faibles des produits qui étaient réimportés dans les pays de l'OCDE, en particulier aux États-Unis. C'était bon pour le consommateur mais au détriment de la balance commerciale de ces pays et au prix de la destruction d'un certain nombre d'emplois. Ceci était compensé par le fait que les Chinois prêtaient une partie des réserves de change qu'ils avaient accumulées aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux Européens (on parlait souvent de la relation États-Unis-Chine dans ce modèle). Les Chinois prêtaient donc en continu aux États-Unis de quoi financer les achats de produits chinois par des Américains par ailleurs ruinés par la concurrence de la Chine. Ce modèle, extrêmement impressionnant et mutuellement avantageux, avait conduit à ce que, à un certain moment, la Chine dispose de 4 600 milliards de dollars de réserves de change (dont les deux tiers en dollars).

Ce modèle est cassé puisqu'on ne va plus en Chine fabriquer des produits à bas coût. La part, dans les exportations, de ce que les Chinois appellent *process exports* (exportations de bien assemblés en Chine à partir de composants qui viennent du reste du monde), est passée de 75 % en 2005 à 30 % en 2015.

Ce modèle est remplacé aujourd'hui par un modèle intéressant et assez différent. En dépit des énormes sorties de capitaux, l'excédent extérieur chinois reste considérable, ce qui a pu en étonner certains. En effet, en raison de la faiblesse de la demande intérieure, la baisse des importations est encore plus forte que la baisse des exportations. La Chine, dont l'excédent extérieur sera de 700 milliards de dollars cette année, ce qui est énorme, doit donc continuer à prêter au reste du monde.

Mais à la Banque centrale – qui perd des réserves en raison de sorties de capitaux plus fortes que l'excédent – se substituent d'autres agents économiques chinois, essentiellement les entreprises, qui investissent aux États-Unis ou en Europe. Dans ce qu'on pourrait appeler « Bretton Woods 3 » on a donc remplacé les prêts de la Banque centrale aux États-Unis par des investissements à l'étranger (États-Unis, Europe) d'entreprises chinoises. Le recyclage des capitaux, qui n'est plus de même nature, est assuré par *Fosun* et autres grandes entreprises qui font des acquisitions ou investissent dans le reste du monde. C'est un changement très important car on est passé d'un financement par le secteur public à un financement par le secteur privé.

Ce n'est qu'une étape intermédiaire.

Dans la logique du développement d'une Chine où les coûts de production deviennent élevés par rapport aux autres pays, la Chine va perdre son excédent

extérieur qui était basé sur l'avantage compétitif. Le vieillissement démographique, qui va être considérable à partir de la prochaine décennie, va faire baisser le taux d'épargne des Chinois comme ce fut le cas au Japon dans les mêmes circonstances sur les trente dernières années. La Chine devrait donc perdre son excédent extérieur et, à l'inverse, devenir un pays qui va chercher à attirer des capitaux. Jusqu'à présent la Chine était un pays en développement qui exportait du capital dans le reste du monde. Dans ce modèle « Bretton Woods 3 », la Chine va devenir un pays assez avancé qui va devoir importer des capitaux.

Ceci mène à la question du rôle du renminbi : monnaie de réserve internationale ou pas ?

Les États-Unis, et à un moindre degré l'Europe, se refinaient sans problème grâce au rôle international du dollar et maintenant de l'euro. La SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*), le bras investisseur de PBoC (*People's Bank Of China*), la Banque centrale de Chine, investissait donc essentiellement en dollars et en euros et refinançait les pays qui avaient des déficits vis-à-vis de la Chine mais qui disposaient de monnaies de réserve.

En conséquence, si, dans cinq ans, la Chine se met à développer un déficit extérieur, il faudra pour le financer que le renminbi devienne une monnaie de réserve. Ceci va poser des problèmes de réforme financière considérables en Chine. En dépit des rumeurs qui courent régulièrement dans les journaux, le renminbi ne peut absolument pas être aujourd'hui une monnaie de réserve internationale. Une monnaie de réserve n'est pas une monnaie. On n'achète pas des dollars, on achète les marchés financiers des États-Unis, en particulier le marché de la dette publique des États-Unis.

Or, en Chine, il n'y a pas de marchés financiers et le marché de la dette publique est extraordinairement petit : l'encours de dette publique du gouvernement central fait moins de 20 % du PIB et les collectivités locales, même si cela évolue un peu, se financent essentiellement à crédit. Le marché des actions, qui peut être multiplié par trois puis divisé par deux dans le même trimestre, n'est guère rassurant. Et le marché des obligations d'entreprises est extraordinairement petit puisque les Chinois conservent la quasi-totalité de leur épargne sous forme de dépôts bancaires. Le dépôt bancaire des Chinois, qui ne trouvent pas d'autre support pour leur épargne, représente deux années de PIB ! Tant qu'il n'y a pas d'actifs financiers qui peuvent attirer l'épargne, il est impossible de transformer la Chine en un pays qui dispose d'une monnaie de

réserve. La Chine n'est donc pas en mesure de financer un déficit extérieur important.

Outre la montée en gamme de l'économie réelle (industrie, modernisation des entreprises d'État), l'urgence pour la Chine est la modernisation financière qui permettra d'attirer des capitaux sur les marchés financiers chinois.

CLAUDE MARTIN

Merci beaucoup.

Je vais maintenant passer la parole à Jean-François Di Meglio pour une analyse complémentaire et, sur certains points, un peu divergente.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

La Chine est-elle en train de vivre son moment japonais ?

Merci, Monsieur l'ambassadeur,

Merci à Patrick Artus d'avoir ainsi jalonné le parcours économique de la Chine, ce qui me facilite grandement la tâche.

Je me permettrai néanmoins de reprendre quelques points.

Sur l'analyse globale, je souscris aux très grands points qu'a évoqués Patrick Artus. Je différerai surtout sur les remèdes et sur l'aspect « micro », c'est-à-dire la descente dans la granularité de la Chine. En effet, s'il est une chose qui met hors d'eux la plupart des Chinois, c'est de nous entendre parler de « la » Chine. Autant ils aiment parler de la Chine en général, autant ils nous disent que maintenant la Chine n'est pas une Chine mais beaucoup de Chines. C'est particulièrement vrai dans le domaine économique, en particulier dans le domaine de la consommation.

Je reviendrai tout de suite sur deux points évoqués par Patrick Artus : l'évocation du Japon et le solde commercial.

Le solde commercial, bien sûr, est excédentaire. Patrick Artus nous prédit qu'il pourrait s'inverser. L'une des raisons pour lesquelles le solde est excédentaire cette année est la baisse des importations. Et si les importations baissent, ce n'est pas seulement parce que la Chine ralentit, c'est parce que tout le monde pense que la Chine ralentit. Le fait que tout le monde pense que la Chine ralentit fait baisser le prix des matières premières. La grande question est : combien de temps va-t-on rester en bas du supercycle⁷, sachant que la Chine nous avait emmenés en haut du supercycle ? Si on reste très longtemps en bas du supercycle, il est possible que le déficit commercial de la Chine ne soit pas tout à fait pour après-demain.

Sur la devise, c'est un grand mystère. Il y a beaucoup de choses dont les Chinois ne savent pas qu'elles sont impossibles... c'est pourquoi ils les font. Effectivement, nous ne savons pas comment on peut faire une monnaie de réserve d'une monnaie qui n'est pas convertible. J'ai partagé le même scepticisme que Patrick Artus lorsque j'ai vu les grands financiers de la planète se précipiter dans les bras de la Chine, l'invitant à entrer dans le DTS, ce qui me perturbait dans ma pseudo-orthodoxie financière. Mais les Chinois ne savaient pas que c'était impossible et ils l'ont fait. Nous-mêmes ne savions pas qu'on pouvait penser que c'était possible parce que les autres pensaient que c'était impossible. Cela fait partie de la logique chinoise.

Patrick Artus a rapidement fait allusion au Japon. Je voulais intituler mon exposé : « La Chine est-elle en train de vivre son moment japonais ? », question à laquelle, comme vous pouvez vous y attendre, je répondrai oui dans un premier temps et non dans un deuxième temps.

Il est très préoccupant de relever un certain nombre de points communs entre la Chine d'aujourd'hui et le Japon de 1991. Je ne parle pas du Japon de 1985 qui, pressuré par les États-Unis au moment des accords du Plaza⁸, avait dû réévaluer.

⁷ Supercycle : tendance cyclique de très long terme sur la confiance des investisseurs relativement à un actif.

⁸ Paul Volcker, gouverneur de la Fed, ayant rehaussé les taux d'intérêt de la banque centrale pour combattre l'inflation, un afflux de capitaux avait fait monter dangereusement le cours du dollar. Le 22 septembre 1985, les ministres des finances et

En effet, la Chine, qui a cet exemple en tête, a voulu l'éviter. Mais le Japon de 1991 est celui qui commence sa grande spirale déflationniste. La Chine, d'une certaine façon, on l'a évoqué, est dans une spirale déflationniste, pour des raisons qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles du Japon :

La pyramide démographique révèle que, très vite, le nombre de dépendants va être équivalent au nombre de personnes qui travaillent. De cela le Japon ne s'était jamais remis... mais le Japon a survécu (c'est pourquoi je dis que ce n'est pas forcément une nouvelle tout à fait catastrophique). Il n'y aura plus de Japon au XXII^{ème} siècle, dit-on, néanmoins le Japon s'est maintenu avec un taux de croissance complètement déflaté par rapport à ce qu'il était autrefois.

L'une des raisons pour lesquelles la Chine ralentit est le tour de vis très fort donné depuis le nouvel an chinois 2014 à ce qu'on appelle le *shadow banking* (le « financement de l'ombre »), un système de financement des grandes entreprises par les grandes banques. On a décidé d'y mettre fin en raison du risque inflationniste et surtout du risque de création de mauvais crédit. Mais on a donné un tour de vis à ce schéma du *shadow banking* sans pour autant réformer le système financier, ce qui a provoqué un arrêt du crédit, un peu comme on l'a vu au Japon. Cet arrêt du crédit va probablement avoir des conséquences en cascade. C'est l'une des grandes questions que les Chinois se posent ces temps-ci : Verra-t-on, après le nouvel an chinois 2016, se multiplier les faillites d'entreprises qui, tombées dans l'illiquidité, ne pourront pas rembourser les échéances sur les *corporeate bonds*⁹ ?

La réforme bancaire n'a pas lieu. Dans leur grande vision, les dirigeants, semble-t-il, n'ont pas pensé à la faire, n'ont pas osé la faire. Cela m'amène à dire que la Chine risque de vivre son moment japonais parce que le logiciel a beaucoup de mal à changer.

Le fait que la Chine dépend encore beaucoup des importations est peut-être ancré très au fond de ce que Joris Zylberman a décrit comme une continuité avec l'esprit des années 40 et 50. Bien que beaucoup de cadres du Parti aient voyagé à l'étranger, tout se passe comme si on restait persuadé que le meilleur moyen de relancer une économie est de réinjecter de l'infrastructure et du

les gouverneurs des Banques centrales du G5 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Japon, Allemagne), réunis à l'hôtel Plaza (New York), avaient décidé d'intervenir sur les marchés des changes afin de pousser le dollar à la baisse. En moins de deux ans, le dollar perdit en effet la moitié de sa valeur (passant de 9 à 5 francs et de 260 à 150 yens).

⁹ Obligations émises par des entreprises du secteur privé ou public.

crédit. Et on ne recherche pas de moyens plus fins pour relancer la consommation. C'est sans doute ce logiciel, que je qualifierai presque d'antilibéral, qui a poussé des dirigeants, ce weekend, à arrêter l'une des personnalités les plus en vue à l'étranger au risque d'atteindre le cours de bourse, donc la crédibilité de la Chine. Il faut probablement que cela change pour que les choses évoluent un peu en termes d'économie.

Si le Japon est toujours là, c'est parce qu'il a trouvé ses propres solutions. Ce que j'appelle le « moment japonais » est cette capacité à lisser les problèmes. Malgré l'ouverture de l'économie, la Chine demeure dans une grande opacité. Nous-mêmes, qui avons les yeux rivés sur la Chine, qui lisons beaucoup, y compris les meilleurs ouvrages qui ont été cités ici et là et les excellentes études macro-économiques de Natixis, nous heurtons quand même à beaucoup d'opacité dans l'analyse. C'est délibéré. Cette opacité permet de lisser les problèmes. De même le Japon a assuré pendant dix ou quinze ans que les banques japonaises étaient garanties par l'État. Il s'agissait d'une garantie virtuelle, du petit geste du fonctionnaire de la Banque centrale qui signifiait : Oui, je garantis cette banque. Il n'y a jamais eu de garantie formelle mais on y a cru et ça a marché. Aujourd'hui le Japon est toujours là. Il y a eu quelques moments de revitalisation, qui ne dureront probablement pas, mais il y a aussi cette capacité à lisser les problèmes et à les repousser : la route de la soie est un moyen de repousser les surcapacités en dehors des frontières, d'en faire les voisins et de relancer la machine.

J'ai parlé de la granularité de la Chine. Certes, la Chine ralentit globalement et la consommation n'est pas encore tout à fait au rendez-vous. On peut contester les chiffres de la croissance et de la consommation, il semblerait néanmoins que l'indice des prix de détail augmente légèrement de 1% ou 1,5 % sur l'année (ce que confirment les derniers chiffres de novembre) alors que les prix de gros baissent effectivement de 6 %. Mais cette consommation est surtout concentrée dans quelques points du territoire. La grande question n'est pas de savoir si la Chine va s'enfoncer dans une déflation ou un ralentissement généralisé, elle porte plutôt sur la possibilité de sortir du piège du revenu moyen ou pauvre de l'ouest de la Chine, des régions reculées qui ne consomment pas encore. Arrivera-t-on à vendre des voitures dans ces régions ?

Dans les grandes villes, les niveaux de vie, les styles de vie sont très comparables aux nôtres, à ce qu'on observait au Japon dans les années 90. La consommation continue à croître, avec une incertitude : le vieillissement

n'entraînera-t-il pas un ralentissement de la consommation ? Ce sont surtout les jeunes qui consomment tandis que les vieux continuent d'épargner. Ces jeunes garderont-ils en vieillissant les mêmes habitudes de consommation ? Ils pourraient y être incités s'il y a un effort de protection sociale. Reproduiront-ils le comportement d'épargnants de leurs parents ?

Si le rythme d'urbanisation de la Chine se maintient, elle passera très vite de 55 % à 70 % de villes, ce qui devrait entraîner dix millions d'emplois nouveaux chaque année. On pourrait alors voir augmenter la consommation. La Chine pourrait se positionner, non sur les produits de pointe, au sommet de la gamme (car il faut maintenir des emplois malgré le vieillissement démographique) mais sur le milieu de gamme. C'est aujourd'hui un des secrets de cette croissance qui ne s'effondre pas totalement bien qu'elle soit en baisse.

CLAUDE MARTIN

Merci, Jean-François Di Meglio.

Je passe la parole au dernier orateur, Antoine Bondaz, qui va nous éclairer sur la dimension extérieure de la politique chinoise. Quelle est la diplomatie chinoise aujourd'hui ? À quels intérêts et à quelles priorités obéit-elle ? Comment devons-nous éventuellement réagir par rapport à cette politique ?

ANTOINE BONDAZ

Une politique étrangère chinoise prudente et pragmatique

Merci Monsieur l'ambassadeur. Merci, Monsieur le ministre de m'avoir invité. C'est un réel plaisir et un honneur de pouvoir m'exprimer devant votre Fondation.

Je vais essayer de dresser un panorama de la politique étrangère chinoise. Il sera évidemment non exhaustif tant il y a de choses à dire.

Si on voulait résumer la politique étrangère de la Chine, on pourrait dire qu'elle est au service du développement national afin de garantir, in fine, la

survie du régime politique. D'où le lien très fort entre la sécurité du Parti et la sécurité de l'État que les internationalistes connaissent très bien et, souvent, privilégient.

Xi Jinping, en ce sens, s'inscrit dans la continuité plus que dans la rupture. Malgré l'opacité du processus de décision en politique étrangère, rappelée à plusieurs reprises dans le cadre du processus de décision en politique économique par les intervenants précédents, la politique étrangère de la Chine demeure pragmatique, réaliste et, avant tout, réactive.

Le débat majeur sur la politique étrangère du pays aujourd'hui, en Chine et hors de Chine, repose sur la notion d'assertivité, en particulier depuis la crise financière et économique de 2009. Selon Andrew Small du GMF (*German Marshall Fund of the United States*), « l'assertivité chinoise est devenue le nouveau slogan de l'inquiétude internationale envers la politique étrangère chinoise. La Chine a adopté un comportement turbulent et incontrôlable ». L'argument principal est que, profitant du déclin américain, la Chine montrerait ses muscles et ferait pression sur ses voisins, notamment dans ses différends territoriaux. L'argument considère que cette assertivité provoque une instabilité régionale et par conséquent le risque accru de conflit avec les États-Unis mais également avec les pays voisins. De nombreux experts américains utilisent désormais l'expression du « Piège de Thucydide »¹⁰ : la Chine et les États-Unis sont-ils voués à connaître le même sort qu'Athènes et Sparte ?

Mon analyse varie quelque peu car il convient de relativiser cette assertivité chinoise. L'assertivité chinoise du passé est souvent sous-estimée et le changement de sa politique est souvent surestimé. De plus, les perceptions occidentales sont souvent biaisées, comme le soulignait Gill Bates l'ancien président du SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*), un grand centre de recherche à Stockholm et qui a un bureau à Pékin : « Soit, au

¹⁰ L'historien américain Graham Allison de l'Université Harvard appelle « piège de Thucydide » l'antagonisme qui oppose à un moment de l'histoire la puissance établie et la puissance ascendante, la crainte que suscite chez la première la montée en puissance de la seconde et le risque de guerre qui en résulte. C'est ainsi que Sparte et Athènes s'affrontent au cours de la guerre du Péloponnèse de 431 à 404 av. J.-C. (voir l' « *Histoire de la guerre du Péloponnèse de Thucydide* », livre I, XXIII). Les États-Unis et la Chine se trouveraient aujourd'hui dans une situation comparable.

mieux, la Chine est critiquée pour ne pas en faire assez, soit, au pire, la Chine est critiquée pour en faire trop ».

La Chine, « puissance partielle » (David Shambaugh), plus que puissance globale, demeure une puissance fragile dont la résolution des problèmes domestiques demeure la priorité des dirigeants chinois.

D'une certaine façon, deux Chine continuent d'exister. Il ne s'agit plus de l'opposition entre une Chine communiste et une Chine nationaliste mais de l'opposition entre « un pays fort avec un avenir prometteur en dépit de quelques difficultés à court terme » et « un pays confronté à de graves problèmes structurels et des perspectives incertaines à long terme », selon Richard Haas, président du Council on Foreign Relations. Ce dernier s'exprimait en août 2015 après les soubresauts de la bourse de Shanghai, lesquels n'ont fait que renforcer ce débat et ces arguments, déclenchant une nouvelle vague d'articles, aux États-Unis et en Europe, sur les fragilités du modèle chinois. Déjà, en mars 2015, David Shambaugh avait évoqué « l'effondrement chinois à venir », présentant le système politique chinois comme « gravement cassé » et le Parti Communiste chinois comme à bout de souffle. Le « rêve chinois » du Président Xi serait même d'éviter le « cauchemar soviétique », c'est-à-dire l'effondrement du pays.

Il convient donc de relativiser la puissance de la République populaire de Chine. Les Chinois, pour cela, utilisent le concept de « puissance nationale complète » qui date des années 1980. L'idée principale est que la puissance d'un pays ne se résume pas à sa puissance économique ou à sa puissance militaire mais est un agrégat de différentes mesures économiques, politiques, scientifiques, technologiques, et d'éléments plus larges comme le moral de la nation ou la qualité des dirigeants. En utilisant cet index, la « puissance nationale complète », les auteurs chinois considèrent que la Chine est encore très loin de la parité avec les États-Unis.

Relativiser cette puissance sur le plan international, c'est considérer que les BRICS aujourd'hui ne constituent ni une alliance formelle, ni une alternative crédible au G7. On constate d'abord une forte hétérogénéité entre ses membres et une compétition intra-groupe. Le poids démesuré de la Chine peut également être mentionné (elle représente 45% de la population des BRICS, 61% du PIB nominal et plus de la moitié des dépenses militaires des BRICS). De plus, ces BRICS constituent un groupe non-exclusif, la coopération avec les pays

européens et les États-Unis est très forte. Enfin, il y a une absence d'institutionnalisation de cette coopération (à l'inverse de l'Union européenne, par exemple) et une absence d'alliance militaire.

En ce sens, la Chine continue de faire face à un complexe d'insécurité, réelle ou perçue. Le discours de la victimisation y est très souvent utilisé. La Chine qui fait face aujourd'hui à une sorte de paradoxe de l'ascension : « Plus le pays se développe et devient prospère, plus les dirigeants considèrent la Chine comme menacée et en insécurité. » (Susan Shirk)

Pour faire face à ce complexe d'insécurité, la Chine va mettre en place une stratégie double de protection conduisant notamment à l'annonce de l'initiative des Routes de la Soie qui ne remet pas en cause les principes de base de la diplomatie chinoise.

La politique étrangère de la Chine sur le plan global vise avant tout à assurer la poursuite du développement économique chinois : pour l'exportation des biens produits et fabriqués en Chine, la Chine est depuis 2013 la première puissance commerciale. Le commerce sino-européen s'établit à 450 milliards de dollars et la poursuite ou l'approfondissement des échanges économiques entre la Chine et les principales puissances économiques mondiales demeure une priorité. Tout comme la sécurisation des importations de matières premières.

Bien que pays-continent, la Chine demeure pauvre en matières premières, si on excepte le charbon. Elle importe aujourd'hui 60 % de son pétrole et 30 % de son gaz. La construction d'une base logistique à Djibouti est présentée comme une volonté de la Chine de s'intégrer davantage dans le système international et de lutter contre la piraterie, comme tous les pays, notamment occidentaux, afin d'assurer ses voies de communication. La Chine présente ces bases comme des bases logistiques et non des bases militaires (à l'inverse des bases française et américaine à Djibouti) et on peut noter l'inexistence du « Collier de Perles » (théorie apparue il y a environ dix ans selon laquelle la Chine construirait des bases militaires sur ses routes de communication, des Maldives aux Seychelles, en passant par l'Inde ou la Malaisie).

La Chine enfin doit également de plus en plus assurer la protection des ressortissants. L'évacuation en 2011 de plus de 30 000 ressortissants chinois en Libye témoigne de l'efficacité croissante de la Chine, cependant ces évacuations n'ont été possibles que par l'aide militaire logistique des puissances européennes.

La politique étrangère en Asie est une priorité. Comme le disait le ministre des Affaires étrangères Wang Yi : « Nous avons clairement indiqué que le voisinage est en tête de l'agenda diplomatique de la Chine ».

Cependant dans la région, la Chine fait face à un « paradoxe asiatique » tel que défini par la présidente sud-coréenne Park Geun-hye : « la conjugaison d'une interdépendance économique accrue avec une hausse des tensions inter étatiques et une absence d'intégration politique ».

En ce sens, les deux priorités de la Chine dans cette région sont :

- Le maintien de la stabilité périphérique (Taiwan, péninsule coréenne). Les relations avec Taïwan se sont fortement améliorées depuis 2008 et l'arrivée au pouvoir du président Ma Yingjeou. La rencontre récente, à Singapour, entre les deux dirigeants, chinois et taiwanais, marque la volonté de la Chine de créer un précédent et d'empêcher un effet de retour, anticipant la possible élection de la candidate d'opposition à Taïwan, dont le parti (DPP) avait fortement inquiété la Chine au début des années 2000 quand le président Chen Shui-bian tentait de faire de Taïwan un pays indépendant *de jure*. La politique de la Chine dans la péninsule coréenne souligne également cette volonté de maintien de la stabilité. Bien que la Chine ait protégé et couvert la Corée du Nord entre 2009 et 2012, car le régime nord-coréen était rendu instable par la transition entre Kim Jong-il et son fils Kim Jong-un et que la Chine craignant son effondrement, les relations se normalisent aujourd'hui avec la Corée du Sud et avec la Corée du Nord et la Chine reprend sa politique d'équidistance adoptée au début des années 2000.

- L'approfondissement des relations économiques et la volonté de développer des accords de libre-échange, notamment avec l'ASEAN (ce fut le cas en 2010), et, de façon plus large, avec le concept de RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*)¹¹, un accord qui inclurait les membres de l'ASEAN, l'Inde, l'Australie.

La Chine fait cependant face à un dilemme récurrent entre stabilité et nationalisme. C'est le cas notamment dans les mers de Chine, méridionale ou orientale. Cependant l'agressivité de la Chine doit être relativisée : les

¹¹ RCEP : projet de zone de libre-échange regroupant les dix États Membres de l'ASEAN et leurs six partenaires commerciaux (la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), formant ainsi un marché unique de plus de 3 milliards d'habitants représentant environ 1/3 du PIB mondial.

provocations sont de toutes parts et si la Chine a construit récemment un îlot artificiel, elle n'est pas le premier pays à le faire. Et, du Vietnam aux Philippines, chaque pays de la région a tendance à provoquer ses voisins.

Cela m'amène à parler de la nouvelle initiative de la Chine : les nouvelles Routes de la Soie. C'est la première fois que la Chine présente une stratégie intégrée : le 28 mars 2015, la Commission chinoise pour le développement national et la réforme et les ministères des Affaires étrangères et du Commerce présentaient le Plan d'action national pour promouvoir l'initiative « Un corridor, une route » (一带一路 – 1Ceinture 1Route).

Cette initiative est devenue une priorité économique et diplomatique du Président chinois Xi Jinping depuis la présentation de deux projets complémentaires fin 2013 : un « Corridor économique de la Route de la Soie », traversant le continent eurasiatique, et une « Route de la Soie maritime du XXI^{ème} siècle », reliant la mer de Chine méridionale à l'Europe. À ces deux Routes de la Soie, nous pourrions ajouter le corridor sino-pakistanaï.

Cette initiative vise officiellement à une intégration économique du continent eurasiatique, voire de l'Afrique, et de ses mers périphériques à travers la construction d'un réseau d'infrastructures dont Patrick Artus traitait précédemment.

La création par la Chine de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, que la majorité des États européens – dont la France et l'Allemagne – ont rejointe en mars, est un des outils au service de cet objectif.

Ces nouvelles Routes de la Soie constituent un défi direct à l'influence économique des États-Unis sur le continent eurasiatique, et pourrait à terme se transformer en un vecteur de l'influence politique croissante de la Chine.

Tout en évitant une confrontation militaire et politique directe dont elle serait la première victime, la Chine est en compétition avec les États-Unis dans le seul domaine où leur puissance respective s'approche de la parité : l'économie.

Cette initiative répond à la double priorité du gouvernement que je mentionnais en introduction : assurer la poursuite de son développement économique, fondement de la légitimité du Parti communiste, tout en réduisant l'influence des États-Unis dans la région, d'abord sur le plan économique puis, à long terme, sur le plan politique.

En accroissant son interdépendance et en multipliant les intérêts communs avec ses voisins, la Chine entend se placer en partenaire incontournable de leur

développement économique et réduire d'autant les leviers économiques et politiques des États-Unis sur ces pays.

Le but du gouvernement est d'être considéré par ses voisins et partenaires eurasiatiques comme un moteur de croissance indispensable et non comme un prédateur économique ou une menace militaire, tâchant, en ce sens, de lutter contre la fameuse théorie de la menace chinoise (*China threat*).

D'une certaine façon, la Chine est une puissance moderne car elle est capable aujourd'hui d'associer à la fois les éléments traditionnels de la puissance – tels qu'on les définissait au XIX^{ème} siècle – et l'importance extrêmement forte des questions d'interdépendance dans un monde désormais globalisé.

Je conclurai en insistant sur le fait que la Chine pour autant ne remet pas en cause les grands principes de sa diplomatie, notamment le principe de non-interférence inscrit dans les Cinq Principes de la Coexistence Pacifique tels que présentés en 1955. D'une certaine façon, en maintenant ces principes, la Chine continue de vouloir se protéger, de réduire son complexe d'insécurité.

La notion d'interférence est en réalité comprise en Chine comme un éventail très large allant de l'influence (勢力, shìlì) à l'intervention (干预, gānyù).

La Chine a aujourd'hui une politique volontairement ambiguë afin de maintenir une flexibilité diplomatique. En ce sens, si la Chine s'accorde le droit d'influencer les pays, elle refuse pour l'instant toute intervention véritable dans ces pays.

Le cas notamment de la responsabilité de protéger, ce grand concept inscrit dans les textes des Nations Unies à partir du milieu des années 2000, est symbolique. Alors qu'elle était à l'origine extrêmement opposée à la capacité de l'ONU de demander des interventions dans des pays en proie à des guerres civiles ou à de grands problèmes humanitaires, la Chine a voté en 2005 en faveur de la résolution mentionnant pour la première fois la responsabilité de protéger et, dès 2006, elle a voté des résolutions, comme sur le cas du Soudan.

Cependant, en 2011, a eu lieu un virage important en rapport avec la Libye, la Chine craignant que le concept de responsabilité de protéger ne soit désormais utilisé par les puissances occidentales pour légitimer des changements de régimes politiques. La politique chinoise en Syrie peut ainsi s'expliquer par le précédent libyen qui a façonné et continue de façonner la politique chinoise au Moyen-Orient et en Syrie. Pour l'ancien ministre adjoint pour la Prospective, Le Yucheng, l'objectif de la Chine est d'éviter «que des pays cherchent à reproduire le modèle libyen en Syrie sous le prétexte de la responsabilité de

protéger. Pour le dire franchement, c'est une volonté de changer un régime par la force ». La Chine s'est donc opposée à trois résolutions des Nations Unies sur la Syrie. Un veto double avec la Russie et la Chine continue de mettre en avant le concept de « passivité active » qui fait de la Chine un spectateur plus qu'un acteur en dehors de sa périphérie, une Chine qui regarderait les grandes puissances occidentales, mais également la Russie, s'embourber en Syrie pour mieux les observer, notamment sur le plan des dernières innovations militaires. La Chine, en ce sens, en ferait le moins possible et essaierait d'en tirer le plus possible.

Merci.

CLAUDE MARTIN

Essai de synthèse et quelques réflexions

Merci, Monsieur Bondaz.

Ainsi s'achève le cycle des exposés sur le cadrage politique, la situation économique et la politique extérieure.

Ce que nous venons d'entendre est très intéressant mais suscite naturellement beaucoup de questions.

En cette fin d'année 2015 (année de la chèvre ou du mouton), on ne voit pas la Chine se diriger vers un modèle bien clair, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique ou sur la conduite de sa diplomatie. Elle réagit à l'environnement et essaye de conserver un système qui, depuis dix ans, vingt ans, voire plus, lui a permis de s'affirmer comme une grande puissance.

J'ai apprécié l'expression « passivité active ». La Chine joue un rôle de plus en plus grand dans les affaires, on vient de le voir à la COP 21, mais sans faire grand-chose, simplement en se perpétuant, en perpétuant son système et en l'adaptant, de façon douce en apparence, parfois un peu plus brutale par en-dessous, à la réalité du monde contemporain.

En ce qui concerne la politique, on est impressionné en voyant un pays de 1,4 milliard d'habitants géré, dirigé, gouverné, par un parti unique assez monolithique. 88 millions de membres du Parti communiste chinois ! (88 est un chiffre volontariste : le chiffre 8 porte chance en langue chinoise). Mais, comme M. Zylberman l'a très bien dit, ce parti est composé de pièces et de morceaux. Certains adhèrent au Parti par tradition, d'autres ont atteint un rang social, un niveau de responsabilité où il devient embarrassant de ne pas être au Parti. Le Parti lui-même aspire les compétences, les notabilités, les personnalités. Ce Parti parvient donc à être relativement représentatif de ce qu'est la société chinoise en essayant de s'ouvrir, en présentant l'adhésion au Parti comme bénéfique et, en tout cas, source de sécurité. Pourtant, quand on l'observe dans son action quotidienne, on a la sensation que ce Parti ne se sent pas très sûr de lui, ce qui est paradoxal. Comme vous l'avez dit, il est attentif à gérer les problèmes de la société et à écouter les attentes de la population, il veille à ne pas être décalé, à ne pas laisser sourdre des mécontentements, surgir des impatiences, voire des pulsions de contestation qui pourraient s'avérer dangereuses.

Xi Jinping est un personnage à double face.

Il incarne une certaine légitimité imposée, rappelée, appuyée. Il est le fils de Xi Zhongxun, l'homme qui a lancé toutes les réformes avec Deng Xiaoping. Grand patron de la province du Guangdong, il avait convaincu Deng Xiaoping, tout de suite après le retour de celui-ci au pouvoir, qu'il fallait tenter des réformes dans cette région en regardant ce qui se faisait à Hongkong, de manière à créer un bel interface avec cette économie libérale extérieure, puis, progressivement, expérimenter les réformes à travers les zones économiques spéciales avant de les généraliser à toute la Chine.

L'autre source de sa légitimité vient de sa capacité à traiter, parmi les attentes de l'opinion auxquelles le Parti doit donner une réponse, celles qui sont plus urgentes et plus sensibles que d'autres. La Chine a trois problèmes qu'elle n'arrive pas à gérer : la corruption, la prostitution et la pollution. Sur ces trois points, en cumulant un certain nombre de pouvoirs, pour mieux coordonner, pour sortir de la polysynodie du bureau politique et du comité permanent du Parti, Xi Jinping est désormais en mesure de prendre des décisions qui répondent aux préoccupations de l'opinion. Les Chinois que l'on peut rencontrer, même ceux qui sont engagés dans un combat pour plus de liberté, plus de démocratie, reconnaissent que ce coup de sabre dans un système pourri

était nécessaire. Les membres du PCC voient en Xi Jinping celui qui, par l'efficacité de son action, va sauver la légitimité du Parti, toujours menacée par l'évolution de la société et le modèle démocratique environnant. Il est enfin légitimé par le peuple qui, au début, n'y croyait pas. Il va s'attaquer aux « mouches » mais pas aux « tigres », pensait-on. Mais on constate qu'un certain nombre de « tigres » sont frappés, à tel point que, comme vous l'avez dit, plus personne ne se sent à l'abri d'une suspicion car tout le monde a plus ou moins quelque chose à se reprocher. Cela ressemble à certains épisodes de la terreur révolutionnaire en France où chacun s'imaginait qu'il avait commis quelque crime... De même qu'à la vue de l'uniforme d'un gendarme, on se dit immédiatement qu'on a dû faire un excès de vitesse. Chacun, face à cette attitude du pouvoir, veille à être irréprochable. Cela renforce pour l'instant le système et Xi Jinping en particulier.

Sur le plan économique, le bilan semble moins bon. Économiste amateur, j'ai écouté le dialogue entre Patrick Artus et Jean-François Di Meglio avec admiration. Pourtant je m'interroge : le taux de croissance réel n'est-il pas un peu supérieur à 3 % ? La Chine nous a habitués à beaucoup de faux chiffres, à beaucoup de proclamations qui ne se vérifient pas sur le terrain. En même temps, quand on va en Chine, on est frappé par le dynamisme extraordinaire de cette économie. On ne sent pas les prémises d'une déflation. On rencontre partout des gens qui font des projets, qui, en dépit du krach boursier de cet été, envisagent le rachat d'une usine, des partenariats avec l'étranger etc. L'économie chinoise ralentit mais on doit constater qu'elle est encore extrêmement dynamique. Certes, il faut prendre en compte le différentiel de compétitivité par rapport à l'extérieur, par rapport aux pays d'Asie du Sud-est ou à certains pays africains. Il faudra regarder dans les années à venir l'évolution de la balance commerciale chinoise et des mouvements financiers. Je pense comme vous que l'entrée du Yuan dans les DTS est largement volontariste et politique. Cela fait certainement partie des choses dont on crédite aujourd'hui Xi Jinping : les Chinois voient dans l'entrée du renminbi dans le club des cinq grandes monnaies du monde un moyen d'être davantage respectés et l'un des attributs d'une puissance complète, avec l'industrie spatiale, une armée digne d'un grand pays et la marine qu'il faut dans le Pacifique. La vision assez pessimiste que vous nous avez donnée des perspectives de l'économie chinoise ne me semble pas correspondre tout à fait au ressenti tout à fait impressionniste du visiteur moyen.

De l'exposé de M. Bondaz, je retiens surtout le concept de « passivité active ».

On a longtemps pensé, on pense encore aujourd'hui, que la Chine n'a pas de politique étrangère. Elle en a une, construite selon des lignes de défense successives, à l'image de la grande muraille dont elle s'était ceinte en d'autres temps.

La première ligne, c'est la défense de son système.

Toutes les crises, toutes les confrontations entre la Chine et le reste du monde des vingt ou trente dernières années, depuis Tian'anmen et peut-être un peu avant, révèlent que le point numéro un pour la Chine est la préservation de ce système. La Chine veut s'insérer pacifiquement dans la société internationale mais elle ne permet jamais à qui que ce soit de lui donner des leçons, de lui imposer une réforme, des changements qu'elle n'aurait pas elle-même estimés souhaitables par rapport à sa propre évolution. Elle exprime fortement sa volonté de décider elle-même de son destin, que ce soit aux Nations Unies, dans les rapports bilatéraux ou dans un certain nombre de tensions ponctuelles.

La deuxième ligne, c'est la défense de son territoire.

La Chine est le seul grand pays qui voie encore contester sa souveraineté sur deux points de son territoire : Taïwan, État séparé, et le Tibet, sur lequel elle exerce une souveraineté fortement contestée à l'étranger. La Chine aura donc toujours la politique extérieure qui protégera « son droit » sur Taïwan et l'exercice de sa souveraineté sur le Tibet.

La troisième ligne, c'est sa sécurité et son influence dans sa zone géographique.

Elle a, elle aussi, sa doctrine Monroe, un peu sonore et brutale en ce moment parce que, à la différence de ce qui se passe sur le continent américain, elle a des rivaux puissants à l'intérieur de sa zone géographique. D'où cette tentative de baliser une zone réservée qui serait vraiment la sienne. Elle veut imposer à ses voisins, et aux États-Unis, une ligne à l'intérieur de laquelle elle ne souhaite pas trop qu'on vienne s'approcher de ses côtes, d'où les conflits territoriaux et maritimes récurrents avec le Japon, les Philippines, le Vietnam et avec les États-Unis qui ont beaucoup de Marines dans la région.

En dehors de ces trois points, la politique extérieure de la Chine me semble extrêmement pragmatique, voire sans ligne de force précise. C'est simplement la

politique de ses approvisionnements. Maintenir la paix dans le détroit de Malacca permet le passage des bateaux qui vont vers l'Afrique. De même, la base de Djibouti est essentiellement liée à la sécurité des approvisionnements et des chemins maritimes. Mais il n'y a pas de politique structurée, de vision du monde, en dehors de la triple règle qu'elle s'impose : faire respecter son système, faire respecter son territoire et assurer une paix relative dans sa région.

Il est un autre grand pays avec lequel ces principes peuvent aujourd'hui assez facilement s'ajuster, je parle de la Russie. La Chine s'abrite donc derrière la Russie et, dans tous les débats internationaux, essaie de soutenir la Russie et de souligner la convergence des intérêts entre la Russie et la Chine. Convergence extrêmement limitée car la Chine n'a pas envie de retomber vis-à-vis de la Russie dans la dépendance qu'elle a connue en d'autres temps vis-à-vis de l'Union Soviétique. Mais elle n'a pas beaucoup de partenaires pour faire respecter ses trois principes.

Une chose m'a frappé dans l'intervention de M. Bondaz : il n'a pas du tout parlé d'Europe ! Quand je suis allé en Chine pour la première fois, en 1964, les Chinois se réjouissaient de l'initiative du Général de Gaulle et envisageaient une grande coopération stratégique. Ils espéraient que le Général de Gaulle convaincrerait les Européens de le suivre dans la voie d'un vrai dialogue entre le pôle Europe et le pôle Chine dans un monde qu'ils souhaitaient multipolaire. Cela ne s'est pas fait. Puis la Chine a fait sa propre révolution culturelle qui a largement compromis le dialogue stratégique avec nous. Celui-ci n'a jamais vraiment repris. Aujourd'hui la Chine a largement joué les oppositions entre Européens sur le plan économique. Elle a trouvé en l'Allemagne un grand partenaire économique qu'elle tend à privilégier de plus en plus nettement. Il faut donc constater que, la foi européenne de la Chine et notre désir d'approcher la Chine en formation européenne étant extrêmement limités, le dialogue Europe-Chine est un peu sorti de la liste des hypothèses sur lesquelles il faut travailler.

Je ne veux pas en ajouter davantage. Mes questions, parfois un peu provocantes, m'étaient inspirées par le désir de susciter le débat, en y apportant quelques observations tirées de mon expérience personnelle.

Je laisse la parole à nos amis présents dans la salle.

Débat final

MICHEL SUCHOD

Je poserai une question aux économistes présents à la tribune : Comment expliquer que les augmentations de salaires des dernières années n'aient pas eu d'impact, d'après ce que vous nous avez dit, sur la consommation intérieure ? Cela paraît incompréhensible.

PATRICK ARTUS

Ce qui n'a pas augmenté, c'est la part de la consommation dans le PIB. La consommation augmente extrêmement rapidement, au même rythme que le PIB, soit, en moyenne sur les vingt dernières années, une augmentation de près de 10 % par an en termes réels. Si son poids dans le PIB n'a pas augmenté, bien que les salaires aient augmenté plus vite que le PIB, c'est que l'épargne des Chinois a continué à monter, pour des raisons qui ne sont pas entièrement claires. Les derniers travaux des universitaires chinois ont montré la part très importante de l'épargne préalable à l'achat d'immobilier. La réalité est très hétérogène mais en moyenne un Chinois va consacrer dans sa vie seize années de son revenu annuel pour acheter un appartement. L'énorme épargne préalable à l'achat d'un appartement vient du niveau très élevé des prix de l'immobilier.

Ce type d'épargne est plus important que l'épargne destinée à pallier le manque de protection sociale. Vous déploriez le faible niveau de protection sociale. On observe toutefois un début de protection sociale. Le *National Social Security Fund* (NSSF) gère environ 300 milliards de dollars. Une espèce de CMU (couverture maladie universelle), assez limitée, permet quand même le remboursement des soins de base dans les hôpitaux. Le souci de pallier l'insécurité sociale n'est plus le premier motif d'épargne mais demeure une préoccupation. Il y a aussi les problèmes d'éducation de l'enfant. Le vrai problème, c'est que la Chine n'a pas réussi à empêcher la hausse du taux d'épargne. Le taux d'épargne des ménages est de 54 % ! 54 dollars d'épargne pour 100 dollars de PIB (les États-Unis doivent être à 15 % ou 16 %) et il continue à monter.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Cela ne s'explique-t-il pas quand même par le fait que la protection sociale reste assez faible ? Lors de la mission que nous avons faite, avec Jean-Michel Quatrepoint et Jean-Yves Autexier, on nous a rapporté que le montant de la retraite était d'environ 240 dollars par mois et ne concernait qu'une partie minoritaire de la population. La couverture sociale maladie, différente selon que les gens ont travaillé ou sont restés dans les zones rurales, est assez faible d'après ce que nous avons compris. On peut penser, me semble-t-il, que si la protection sociale était plus élevée, les gens auraient une propension à consommer plus importante.

PATRICK ARTUS

C'est tout à fait juste mais mon point était de dire que la situation s'est plutôt améliorée en ce qui concerne la protection sociale, ce qui aurait dû normalement permettre une petite baisse du taux d'épargne. Or on ne l'a pas vue.

On note quand même une amélioration. Il y a une dizaine d'années, on a soudain découvert que les systèmes de retraite n'étaient pas financés : les sommes qui leur étaient en principe consacrées avaient disparu... Cela a entraîné la modernisation du système de retraite et, sans doute, incité à l'épargne. Depuis, on aurait dû voir une amélioration mais le niveau très élevé des prix des logements par rapport au niveau de revenus explique cet effet de l'immobilier sur l'épargne.

JEAN-PAUL TCHANG

Pour reprendre le débat sur les statistiques, certains économistes évoquent un vrai débat sur ce qu'on inclut dans les chiffres de la consommation. Par exemple, pendant très longtemps les parcs automobiles n'étaient pas forcément comptabilisés dans la consommation parce qu'ils étaient parfois achetés par des collectivités. Pour autant c'étaient bien des individus qui détenaient les voitures.

Autre exemple concernant les chiffres : on vient d'apprendre il y a une semaine que la Chine compte 36 millions d'habitants supplémentaires. Il s'agit des enfants cachés en raison de la politique de l'enfant unique. Cela rajeunit un peu la population et promet des consommateurs en perspective...

Ma question, sur la stabilité politique, s'adresse à M. Zylberman. Xi Jinping, présenté comme un homme fort, a mené une campagne extrêmement dure contre la corruption. Deux vice-Présidents de la Commission centrale militaire ont été démis, soixante-dix généraux ont été arrêtés et un membre du Comité permanent, Zhou Yongkang, ancien chef de la police a été condamné¹². Les 29 provinces et régions autonomes ont été touchées mais apparemment Shanghai a été épargnée... Vous avez parlé de Jiang Zemin qui continue à exercer une influence sur la vie politique en Chine. N'est-ce pas le signe, quand même, d'une lutte politique très âpre dans cette période de transition politique extrêmement dure ? Xi n'est-il pas en train de se faire beaucoup d'ennemis ? Cette campagne contre la corruption peut-elle encore continuer très longtemps ? Apparemment, si l'on excepte Ai Baojun, le vice-maire de Shanghai en charge de la zone de libre-échange, qui, soupçonné de faits graves, est sous le coup du *shuanggui*, d'une enquête par la justice interne au Parti, Shanghai n'a pas bougé. N'est-ce pas un signe de résistance plus forte que prévu ?

JORIS ZYLBERMAN

Il est évident que la lutte de factions se poursuit, relatée par le *Quotidien du Peuple* d'année en année depuis la fondation de la République populaire de Chine. Et Jiang Zemin n'a pas déposé les armes. Il est difficile de le prouver car nous ne disposons que d'informations de deuxième, troisième, quatrième mains.

Il est certain qu'une angoisse et un doute entourent cette campagne anti-corruption. Quand va-t-elle finir ? Quel est son véritable but ? On peut penser qu'elle vise à affermir le pouvoir de Xi Jinping. Mais certains disent que ce « grand ménage » est nécessaire pour que Xi Jinping puisse mener sereinement les

¹² Zhou Yongkang, a été condamné à la prison à vie pour « recel de corruption, abus de pouvoir, et révélation intentionnelle de secrets d'État ». C'est la première fois qu'un dirigeant chinois aussi haut placé est condamné par la justice depuis le procès de la « bande des quatre » en 1981.

réformes vitales, de vraies réformes financières, de vraies réformes des entreprises d'État, en ayant le pouvoir de s'attaquer aux intérêts protégés.

Le Parti communiste aujourd'hui n'est pas seulement un jeu de factions, c'est aussi un agrégat de groupes d'intérêts (Lìyì jítuán 利益集团). Derrière la faction de Shanghai, il y a la filière du pétrole. On a vu qu'il s'y attaquait parce que c'était lié à Zhou Yongkang. Il existe d'autres filières stratégiques comme le nucléaire ou le charbon dont les conglomérats, les grandes entreprises, sont dirigés par des « princes rouges » (ou des « princesses rouges »).

Je ne peux que vous donner raison sur ce doute-là. C'est une question compliquée, qui relève de la « pékinologie ». La seule observation ne permet pas de dire si cette campagne anti-corruption va causer ou non la perte de Xi Jinping.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Je crois que la Chine a amorcé un mouvement typiquement chinois. L'excès de décentralisation nécessite une recentralisation qui, une fois effectuée, nécessitera à nouveau de décentraliser.

Xi Jinping recentralise parce qu'il estime que les pouvoirs exorbitants donnés aux pouvoirs régionaux ont généré de la corruption. La corruption elle-même a généré de la pollution et des malfaçons de toutes sortes (dans les produits alimentaires, dans l'immobilier, dans les systèmes de chemins de fer etc.), mal vécues par la population chinoise. Sans parler des accidents catastrophiques comme celui du port de Tianjin¹³. Ce mouvement était donc souhaité, vous l'avez dit Monsieur l'ambassadeur, par la classe moyenne chinoise qui voulait absolument qu'on s'attaque à la corruption. Le problème c'est que Xi Jinping y est allé très fort ! Il s'est attaqué aux « tigres » mais aussi aux « mouches ». De ce fait, la classe moyenne chinoise, qui veut la lutte contre la corruption, la pollution, les malfaçons, est en même temps effrayée quand elle voit son voisin touché parce qu'il a reçu une montre en cadeau. Et chacun craint d'être touché

¹³ Le 12 août 2015, un accident industriel a dévasté la zone portuaire de Tianjin, à 140 km de Pékin. Une série de gigantesques déflagrations, dont la première concernait un entrepôt où étaient stockés des centaines de tonnes de produits chimiques dangereux, a fait au moins 50 morts et plus de 700 blessés, selon le bilan officiel.

à son tour. Cela entraîne des sorties de capitaux considérables qui, à mon avis, constituent le phénomène le plus inquiétant pour la Chine aujourd'hui.

Ces sorties de capitaux s'observent depuis trois ans : non-rapatriement de bénéfices de la part des entreprises, volonté d'investir à l'étranger, exportation de capitaux par la classe moyenne supérieure chinoise qui achète de l'immobilier aux États-Unis ou en Europe sous prétexte de loger ses enfants qui y étudient. Cela représente plusieurs centaines de milliards de dollars et ce n'est pas un très bon signe pour l'économie chinoise.

Un dernier mot sur les statistiques. Les statistiques chinoises ne sont pas justes, mais quelles sont les statistiques qui sont réellement justes ? En même temps les chiffres ne sont pas aussi catastrophiques qu'on voudrait bien le croire. En effet, il y a un phénomène nouveau, c'est la consommation liée à Internet. La Chine est l'un des géants de l'Internet. « Ils ont les GAFAs (Google, Amazon Facebook, Apple), nous avons les BAT (Baidu, Alibaba, Tencent) », disent les Chinois. On pourrait rajouter le fabricant Huawei qui ambitionne de devenir l'Apple de demain. Le e-commerce est très important en Chine. Or les statistiques officielles ont du mal à suivre la rapidité du développement du e-commerce. La consommation est donc probablement un peu supérieure à ce que disent les statistiques.

Merci.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Je me permets de contester un peu l'inquiétude de M. Artus et M. Quatrepoint sur le côté dangereux de ces sorties de capitaux. C'est massif, c'est très rapide, c'est frappant. En même temps, on vient, comme vous l'avez dit, de 4 600 milliards de dollars de réserves. Quelle est l'utilité de ces réserves, de cette richesse pratiquement stérilisée ? Bien sûr le flux est préoccupant mais le stock n'était-il pas absurde d'une certaine façon ?

D'autre part, on a accepté que la Chine entre dans le système monétaire international. Or, même si ses réserves ne sont pas de nos jours entièrement détenues par la Banque centrale, celle-ci en détient encore une grande partie. Peut-on intégrer dans le système monétaire international un pays qui détient une « arme nucléaire » aussi colossale qui lui permettrait, avec ses réserves, de jouer et de peser si fortement sur le système des changes ? Ces sorties de capitaux ne sont-elles pas finalement une bonne nouvelle ?

Dernier point, c'est un *hedge*, vous l'avez dit, de la part des citoyens chinois d'exporter un peu d'argent, sous diverses formes. Mais ce n'est pas simplement un *hedge*, c'est aussi de la création de richesse potentielle pour le futur. Sur ce point, je rejoins encore une fois l'exemple japonais : les Japonais, quand ils étaient très riches, ont acheté systématiquement en haut du marché les immeubles de la Cinquième avenue de New York et des équipes de baseball en Californie. Il est probable que les Chinois payent un prix trop fort pour un certain nombre des actifs qu'ils achètent. J'ai récemment regardé le cas d'une grande compagnie issue de la chimie française qui a quand même été payée un prix très élevé, même si les brevets valaient très cher... Ils payent cher mais s'assurent des revenus pour l'avenir, revenus qui viendront réalimenter une certaine forme de richesse chinoise. Les Japonais ont su aussi investir au bon moment.

Donc je ne suis pas aussi inquiet que vous sur l'exportation des capitaux chinois, même si, effectivement, la pente est très forte.

PATRICK ARTUS

Je suis entièrement d'accord. En tant que banquier, je travaille avec la Banque centrale. Il y a une vraie demande d'utilisation plus intelligente, de diversification de l'épargne des Chinois, d'investissement dans des entreprises. En effet, prêter l'épargne des Chinois au Trésor des États-Unis pour qu'il la rémunère à 2 % n'est pas très satisfaisant. La Chine a un besoin considérable d'investissement. La productivité par tête en Chine est six fois moindre que celle des États-Unis. Certes, cet argent va rapporter aux Chinois des revenus plus élevés que s'il était prêté au Trésor des États-Unis mais il ne constitue pas de capital en Chine au moment où c'est extraordinairement nécessaire. Le problème de la Chine est une sous-modernisation considérable du capital par rapport au niveau des salaires. D'où une déperdition d'épargne. C'est très bien pour Toulouse que la Chine achète l'aéroport de Toulouse mais ce n'est pas forcément une bonne idée à un moment où il faudrait que les Chinois fassent un saut vers le haut sur leur productivité et modernisent leur capital.

Investir, la Chine ne sait faire que ça ! Mais elle investit avec deux défauts endémiques, me semble-t-il. Le premier c'est que, n'étant pas dans un système libéral, elle ne sait pas évaluer le coût de son capital (alors que chez nous, on vous demande tous les matins si vous avez bien rémunéré le capital de la banque). Même si elle investissait, ce ne serait pas forcément une bonne nouvelle en raison de cette incapacité à évaluer le coût du capital. D'ailleurs elle investit (15 % de croissance au moins vient de l'investissement) mais cet investissement n'arrive pas à monter la chaîne de valeurs. Elle va donc chercher ailleurs la chaîne de valeur et c'est probablement une bonne nouvelle pour elle. La protection de nos biens nationaux, de nos brevets, est une autre question qui n'est pas à l'ordre du jour.

À propos de la sortie de capitaux, et c'est lié au problème des statistiques, les comptes de devises relevant du commerce extérieur sont relativement libres en Chine. Dans la pratique, sur présentation de factures d'exportation, vous pouvez recevoir des devises de l'étranger sur votre compte.

Par ailleurs, c'est l'une des conséquences de la politique monétaire chinoise, extrêmement restrictive ces dernières années, destinée à arrêter les surinvestissements, il s'est créé un *spread* de taux entre la monnaie chinoise et le dollar. En Chine même les entreprises empruntaient à 10 %, 11 % aux banques, voire bien plus à travers le système de *shadow banking*, alors que sur les marchés internationaux, on empruntait le dollar à 1 ou 2 % marge comprise. Un énorme arbitrage de taux, portant sur des dizaines, sinon des centaines de milliards de dollars, s'est mis en place, avec la complicité des banques : des entreprises chinoises faisaient des fausses factures à l'exportation, recevaient des dollars des banques *off-shore* en paiement de ces fausses factures, en fait des prêts au maximum de 2 %, même en rémunérant les intermédiaires, et ces dollars une fois convertis en yuans, sont reprêtés en Chine à 10 ou 12 % à d'autres entreprises d'État. C'est ce grand jeu entre les entreprises d'État et les banques qui a gravement faussé le chiffre du commerce extérieur. La Banque centrale chinoise s'est attaquée à ce système qui était une violation de la

réglementation et le tour de vis est arrivé en juin 2004 sous forme de descentes d'inspection. Cela a provoqué une chute brutale du chiffre d'exportations chinoises (- 9 % sur un mois) correspondant bien entendu à un brusque arrêt de ces opérations frauduleuses, qui avaient des conséquences sur les statistiques et sur la masse monétaire en Chine. Le fait que toutes ces opérations arrivent progressivement à terme, ainsi que la récente mise hors la loi d'un gigantesque système illégal de change et de transfert qui se livrait au trafic de devises, ont engendré un flux de capitaux dans l'autre sens, vers l'étranger. Je pense que c'est aussi une des explications de l'importante sortie de capitaux observée. Ceci rejoint un peu ce que disait Jean-François Di Meglio, à savoir que c'est plutôt un signe d'assainissement et pas seulement un mouvement lié à l'inquiétude sur le mauvais emploi de la monnaie chinoise.

Les réserves de change ont servi à capitaliser ce qu'on appelle les *policy banks* qui sont derrière les entrepreneurs privés qui font des investissements industriels à l'étranger, notamment en Afrique. Il est vrai que les entités privées remplacent un peu l'État dans l'utilisation finale des réserves, l'État jouant à l'intermédiaire en capitalisant en devises les deux *policy banks* (*China Development Bank* et *China Exim Bank*), et en les orientant vers le financement des entrepreneurs privés, qui profitent de la stratégie de la Route de la Soie ou de la Ceinture maritime prônée par l'État chinois.

PATRICK ARTUS

Cela étant, alors même que la consommation reste forte en Chine, les investissements de l'industrie chinoise sont passés d'une tendance de + 20 % par an à une tendance de - 20 % par an ! S'il y a beaucoup trop d'investissement en Chine, il ne va pas vers l'industrie mais vers des infrastructures mal utilisées. Dans l'industrie on constate plutôt un sous-investissement qui correspond à une très faible modernisation du capital (il y aurait dix fois moins de robots par salarié en Chine qu'en Europe !). Au moment où il faudrait réorienter l'investissement vers la modernisation de l'industrie, on assiste au contraire à un très gros désinvestissement industriel.

J'écoute avec beaucoup d'intérêt ce que nous dit M. Artus qui, en expert tout à fait éminent, connaît ces choses de manière très approfondie. Mais je voudrais lui livrer les réflexions d'un béotien qui rentre de Chine.

On nous a fait visiter Shenzhen. À Shenzhen, il y a 35 ans, il n'y avait rien. C'est devenu une zone économique spéciale puis une ville de 13 millions d'habitants, dessinée au cordeau, selon un plan haussmannien, avec des arbres qui ont plus de 35 ans d'âge. Une belle ville finalement. Je suis même très surpris de ce que j'ai vu. Canton est métamorphosée par rapport à ce que j'avais vu il y a une vingtaine d'années.

J'entends que l'objectif de « moyenne aisance » que se fixait le Parti communiste chinois – dont on m'avait parlé il y a vingt ans – est quasiment en passe d'être atteint (le 13^{ème} plan est le dernier avant que l'objectif soit atteint). Il correspond à un revenu moyen par tête de 8 000 ou 9 000 dollars (ou euros), ce qui n'est pas si mal. Évidemment il y a une très grande inégalité : quand 100 ou 150 millions de Chinois ont un niveau de vie analogue au nôtre, les autres vivent moins bien. Mais on est quand même en présence d'un certain dynamisme.

La croissance est-elle plus près de 3 % que de 6,9 % ?

On nous a assuré que l'objectif du doublement du PIB entre 2010 et 2020 serait atteint. La croissance des cinq années écoulées était supérieure à 7 %, de sorte que même avec une croissance de 6,9 % l'objectif serait atteint, nous a-t-on expliqué. Nous écoutions... Pour rompre la monotonie de cet échange qui n'en était pas vraiment un, quand on nous a parlé de la baisse d'efficacité du capital, j'ai demandé au directeur du Centre de recherche économique du Parti communiste s'il y voyait la traduction de la baisse tendancielle du taux de profit mise en lumière par Karl Marx au milieu du XIX^{ème} siècle. Évidemment cette question était quelque peu perverse. J'ai eu pendant une seconde l'impression de voir dans son regard une lueur qui chavirait. « Moi, je ne suis pas vraiment marxiste, a-t-il répondu, en fait je suis plutôt keynésien ». Cela illustre une atmosphère...

On est quand même impressionné par la masse (1 400 millions de Chinois), l'élan (un PIB multiplié considérablement en l'espace de trois décennies), les

projets de développement, tels les projets de rééquilibrage vers le centre et l'ouest de la Chine. Quand on se rend à Chongqing ou à Chengdu, on ne voit pas des régions désolées mais des grandes villes de plus de 10 millions d'habitants. Les projets d'infrastructures visent à désenclaver le centre et l'ouest de la Chine vers le Kazakhstan, vers la Russie, vers l'Iran. En même temps, il y a un projet de route maritime, avec des ports etc.

Les Chinois ont des projets en matière d'agriculture, ils font des investissements et ont même baissé les taux des prêts sur les investissements agricoles. S'ils ne l'avaient pas fait plus tôt, c'était par volonté de maintenir les gens à la terre. Il y a encore 45 % de Chinois qui vivent en zone rurale. Il n'en reste pas moins que cette politique de « planification indicative » a une rationalité : les investissements agricoles vont libérer de la main d'œuvre qui migrera vers les villes et permettra de remédier au vieillissement et de contenir les revendications salariales.

Cette économie que je ne qualifierai pas de « mixte » (cela nous ramènerait trente ans en arrière, quand il y avait en France un équilibre entre le marché et les grandes entreprises publiques) est quand même mue par des leviers publics, une volonté politique, y compris des entreprises de pointe comme Huawuei qui dament le pion à la presque disparue Alcatel-Lucent, emblématique d'entreprises que j'ai connues florissantes il y a trente ans et qui se donnaient comme objectif la conquête du marché mondial. Aujourd'hui elles sont évanescences par rapport à ces entreprises chinoises.

La Chine a des acteurs, des leviers, des projets, une vision, des réserves. J'ai de la peine à penser que cette économie va se mettre « en torche ».

Certes, il y a toute l'immense difficulté de gouverner un pays de 1 400 millions d'habitants avec un Parti communiste de 88 millions de membres. Pour y voir un peu clair, nous avons posé beaucoup de questions sur l'État de droit, la justice... Nous sommes allés à l'ENA chinoise qui forme 15 000 fonctionnaires, non pas au niveau initial mais plus tard dans leur cursus (se gardant judicieusement de copier le modèle de leur « école-sœur »). Mais je me dis qu'il y a quand même un dynamisme dans cette économie.

Quant au regard que les Chinois jettent sur la France, j'abonde dans le sens de Claude Martin.

Ils ont en effet compris ce qu'était l'Europe, donc ils travaillent avec l'Allemagne.

Pour ce qui nous concerne, quand ils se confient à nous, puisque nous avons tissé des relations anciennes avec certains d'entre eux, c'est pour déplorer l'évolution de notre pays : Quel déclin pour la France ! Comment avez-vous pu laisser s'installer un chômage de masse qui touche le quart de votre jeunesse ? Comment vous êtes-vous accommodés d'une immigration qui n'est pas bien intégrée ? Comment avez-vous pu laisser l'insécurité prospérer à tel point que les touristes chinois sont la cible de pickpockets venus de l'Europe de l'Est ?

Quant à votre politique étrangère... Nous ne sommes plus au temps du Président de Gaulle, on ne peut plus vivre sur le capital accumulé. Votre politique étrangère est aujourd'hui à l'opposé... (et de citer un certain nombre de dossiers, la Libye, la Syrie...). Où êtes-vous ? Que pouvons-nous faire ensemble ?

Toutefois, on nous parle aussi du nucléaire, de l'aéronautique, des hautes technologies, de ce que nous pouvons faire ensemble pour la compréhension du monde, le dialogue. Peut-être, si un jour l'Europe existait, sous une forme à définir, la France pourrait-elle être l'interlocuteur politique privilégié de la Chine. Les Chinois sont sensibles au fait que beaucoup de Français s'intéressent à la Chine. C'est une chose qu'ils apprécient et c'est un atout pour la France.

Cette évocation succincte de l'image que notre pays donne à l'autre bout du monde vient compléter l'exposé remarquable de Claude Martin, que j'ai trouvé plein de circonspection comme il sied au grand diplomate qu'il est.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je remercie beaucoup les intervenants. J'ai trouvé l'ensemble des exposés passionnants et très complémentaires, parfois en répons les uns aux autres.

Je voudrais revenir sur la politique étrangère.

Je suis un peu restée sur ma faim – à moins que j'aie mal entendu – en ce qui concerne les relations entre la Chine et l'Afrique, notamment l'Afrique subsaharienne. Il me semble qu'il y a là un sujet qui se développe et ne se réduit sans doute pas à la relation commerciale.

D'une manière différente, il me semble que vous avez peut-être mésestimé la manière dont la Chine commence à s'intéresser aux problèmes du Moyen-Orient, au sens large de la zone, par rapport à une époque où elle se

désintéressait quasi complètement de ces questions. L'arrivée de la Chine, même à pas feutrés – comme le dragon ? – sur ces questions ne doit-elle pas être projetée vers l'avenir ? N'y a-t-il pas un risque de la mésestimer ?

Plus largement, je suis toujours un peu étonnée quand j'entends dire que la Chine n'a pas de politique étrangère (mais je ne suis pas spécialiste de ces sujets). Elle a une politique qui consiste à préserver son système... Bien sûr ! N'est-ce pas le cas de toutes les puissances ? Comment expliquer autrement la guerre d'Irak des États-Unis ? Comment s'expliquent un certain nombre d'expéditions de l'empire colonial britannique si ce n'est pour maintenir le système qui est le sien ? Je ne suis donc ni choquée ni offensée d'entendre dire que la Chine veut maintenir son système.

L'analyse de ce système est un autre sujet. Là aussi, n'a-t-on pas tendance à mésestimer un modèle culturel profondément différent du nôtre ? Pour nous, soit une puissance veut écraser les autres soit elle négocie. Les Chinois ont-ils vraiment cela dans la tête ? Le cadre conceptuel de cette grande civilisation, de cette grande pensée, de cette grande culture, n'est-il pas différent ? A la confrontation, les Chinois ne préfèrent-ils pas une approche plus dialectique ? Cela expliquerait pourquoi le marxisme a été adéquat, à un certain moment, à une forme de pensée chinoise. C'est en tout cas l'opinion de certains penseurs. N'y a-t-il pas dans la pensée chinoise la volonté d'éviter la confrontation, de résoudre les problèmes par le compromis, d'entrer dans des cercles concentriques, de dialectiser les problèmes ?

Je terminerai avec la Route de la soie, un sujet qui me semble tout à fait passionnant. Pour résumer un peu brutalement mon interrogation, cette Route ou plutôt ces routes (ferroviaire, routière et maritime) ne peuvent-elles pas être, si on se projette dans l'avenir, un moyen de mieux rattacher l'Europe à la Chine ? N'y a-t-il pas là quelque chose qui, vu d'Europe, permet de rééquilibrer vers l'Est un certain nombre de courants d'échanges qui ne seraient pas seulement économiques ? Ne faudrait-il pas regarder ces projets comme porteurs d'avenir pour nous Européens ?

ANTOINE BONDAZ

Sur la relation sino-africaine vous avez tout à fait raison. Le panorama ne permettait pas d'aborder tous les sujets. Le continent africain historiquement, a

été la cible d'intérêts politiques chinois à l'époque où Taïwan était encore membre du Conseil de sécurité des Nations Unies (jusqu'à 1971). Puis on a vu la reconnaissance et l'établissement de relations diplomatiques entre les pays africains et la Chine. Depuis la fin des années 90, l'Afrique est comprise comme une source de matières premières et d'investissements chinois, notamment après les années 2000 avec la politique du « sortir » inspirée par la nécessité d'aller chercher de nouvelles matières premières, de chercher des marchés et des sources d'investissement. En ce sens l'Afrique a un rôle primordial, avec les importations du pétrole d'Angola et du Nord-Soudan ou d'autres matières premières.

La relation à l'Afrique est cependant assez complexe. À côté des grands projets nationaux, il faut tenir compte du rôle important des individus, des ressortissants chinois. De nombreux projets en Chine sont le fait de ces ressortissants et ne sont pas coordonnés au niveau national, ce qui complique énormément la tâche. On a souvent tendance à résumer les activités chinoises à une stratégie coordonnée de la part du gouvernement chinois et ce n'est pas le cas.

Peut-être un point d'inquiétude ces derniers mois : on constate une baisse des investissements chinois en Afrique, mentionné lors du sommet Chine-Afrique. La Chine, au niveau national, a voulu faire preuve d'initiative en lançant un nouveau plan officiel d'investissements mais en attendant, les investissements privés, eux, ont tendance à diminuer.

La Chine manifeste un intérêt grandissant pour le Moyen-Orient, notamment du fait de sa sécurité énergétique. Cependant son investissement politique est encore extrêmement limité. La Chine a une politique et une stratégie d'affichage (voir la réception à Pékin des dirigeants israéliens et palestiniens à quelques jours d'intervalle), elle veut se présenter comme une puissance médiatrice. Au-delà cet affichage, de cette communication (la Chine comme acteur responsable du système international) la Chine ne présente pas grand-chose sur le plan politique. Sur la Syrie elle a présenté un plan en six points, mais c'était encore, avant tout, de l'affichage. La Chine n'a pour l'instant aucune envie – et peut-être pas les moyens – de résoudre ces problèmes que les pays européens comme les États-Unis ont été incapables de résoudre toutes ces années. De façon qui pourra paraître paradoxale, la Chine tient beaucoup à la présence des États-Unis dans la région. Des universitaires chinois l'expliquent :

Nous sommes extrêmement contents quand les forces américaines sont en Arabie séoudite parce que cela nous évite d'avoir à protéger ce pays.

Vous avez parlé d'un modèle culturel différent. C'est souvent l'argument chinois : « nous n'avons pas colonisé le monde comme les Européens ont pu le faire ». Je pense que c'est une façon un peu biaisée de voir l'histoire de la Chine. Je ne suis pas sûr que les Mandchous, les Mongols, les Tibétains, les Ouïghours diraient que la Chine n'a pas eu, à une époque, une politique impériale.

Sur le point de la confrontation, vous avez raison, la Chine n'a aucune envie de se confronter aux États-Unis, du fait notamment de l'écart de puissance entre Washington et Pékin, la Chine n'y a pas intérêt et serait la grande perdante d'une confrontation, d'où cette volonté de compromis, de négociation avec les Américains qu'illustre la mise en scène des rencontres avec le président américain, comme ce fut le cas en Californie au printemps dernier.

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Vous dites que la Route de la soie pourrait être un moyen de rattacher l'Europe à la Chine. Pour comprendre la vision que la Chine a de l'Europe, il faut voir que ses principales têtes de pont – et encore sont-elles très contestables – sont en Europe de l'est. La Chine regarde l'Europe de l'est pour toutes sortes de raisons, bien qu'elle y ait eu pas mal de déboires. Elle y retrouve des choses qu'elle a connues et puis aussi, malgré tout ce qu'elle dit de la désunion européenne et du fait qu'elle profite de la désunion européenne des 28, ça l'arrange bien aussi de trouver des pays européens (Moldavie, « frontières de l'Europe », etc..) qui sont en dehors des 28 et elle s'y intéresse beaucoup. Alors elle s'intéresse à la Pologne, elle a d'ailleurs eu beaucoup de problèmes avec sa fameuse autoroute polonaise. Très tôt elle s'est intéressée à l'Europe de l'est. Pour l'instant l'Europe de l'ouest ne l'intéresse guère.

Réaliser cette Route de la soie sera long et difficile. Je regarde donc cela à l'échelle du temps chinois. La Route de la soie est certainement une très grande vision mais, dans l'esprit chinois, il ne faut pas s'attendre à ce que ce soit mis en place dans les trente ou cinquante années qui viennent, ce sera beaucoup plus long. La Chine rencontrera des difficultés pour franchir les étapes intermédiaires. Certains pays qui reçoivent des investissements chinois se

posent quand même des questions, en Asie centrale en particulier. Elle est confrontée à des pays qui, aussi monolithiques qu'ils soient, y compris du point de vue de la politique intérieure, ne sont pas exactement sur le même modèle que cette Chine qu'on a décrite, avec ses 88 millions de membres du Parti communiste. Même au Kazakhstan le système n'est pas aussi monolithique. La Route de la soie n'est donc pas près d'arriver en Europe de l'ouest.

Mais on peut voir dans ce projet une sorte de revanche, en tout cas un retour de l'histoire qui s'inscrit dans la lecture chinoise du monde. Notre Route de la soie allait d'ouest en est et inventer une route de la soie qui va de l'est vers l'ouest est quand même un retournement de l'histoire qui correspond exactement à la lecture chinoise de l'histoire selon laquelle la période pendant laquelle la Chine n'était pas la puissance la plus importante du monde n'était qu'une parenthèse. Souvenons-nous que, jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, le reste du monde n'était rien en face de la puissance économique chinoise. Donc cette parenthèse un jour va se refermer, peut-être dans cinquante ans, peut-être dans cent ans mais elle se refermera.

Je crois que la Route de la soie est surtout une vision qui, s'agissant de l'Europe, cible une grande partie de l'Europe de l'est.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Nos interlocuteurs chinois nous ont présenté les routes de la soie, maritime et terrestre, non pas comme un projet à cinquante ans mais comme quelque chose qui, déjà, fonctionne. Des millions de containers partent de la Chine vers l'Europe en passant par le Détroit de Malacca puis Suez ou le Cap de Bonne Espérance. La route terrestre, qui comprend des voies de chemin de fer, des routes, des oléoducs, des gazoducs, est un système complexe, perfectionné et à perfectionner, avec des tronçons, des étapes. Dès maintenant, des trains vont de Pékin à Berlin en passant par Moscou. Duisbourg sur le Rhin est en principe le terme de cette Route de la soie telle qu'on nous l'a montrée. Son achèvement prendra beaucoup de temps et les Chinois ne veulent pas donner de chiffres ni de dates, disant : « C'est la perspective. Nous passons des accords avec tous les pays concernés. En même temps, cela correspond à notre politique d'aménagement du territoire concernant les régions centre et ouest de la Chine ». Au-delà, c'est le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran (un pays pour eux

très intéressant) puis la Russie, la Mer Noire... Il y a quand même une vision stratégique.

La route terrestre est beaucoup plus rapide que la voie maritime, même par le passage du Nord-Ouest, laquelle intéresse aussi les Russes (ports à créer, brise-glace atomiques à fabriquer...). À moins que la glace ne fonde, si le réchauffement climatique est au rendez-vous...

La route terrestre présente aussi un intérêt stratégique au sens propre car la voie maritime est exposée à la puissance navale américaine dominante.

Toutes ces considérations se mélangent dans des proportions que je ne saurais définir précisément.

J'ai écouté l'exposé de M. Bondaz avec beaucoup d'intérêt. Comme lui, je crois que la politique chinoise est très prudente. Elle avance pas à pas. Elle peut paraître agressive en Mer de Chine, quand on voit les îlots transformés en aérodromes¹⁴, mais M. Di Meglio m'a appris lors d'une réunion préparatoire que, déjà à l'époque de Sun Yat-sen, la Chine avait marqué qu'il y avait onze points dans la Mer de Chine qui étaient les siens. C'étaient exactement ces îlots aujourd'hui disputés. Donc c'est une vision longue.

Je crois que la Chine n'a pas intérêt à affronter les Américains. Ceux-ci pourtant la craignent. À tort, me semble-t-il. Même si les Chinois se dotent de missiles navals anti-porte-avions, même s'ils essayent de construire un sous-marin nucléaire, un porte-avions moderne etc., je crois qu'ils n'ont pas d'intentions belliqueuses. Ils se placent dans l'optique où, s'ils étaient attaqués, il faudrait qu'ils aient la possibilité d'une seconde frappe. C'est le raisonnement classique. Et bien sûr il y a le rapport avec le Japon...

ANTOINE BONDAZ

On peut voir dans le projet de Route de la soie une sorte de basculement de la pensée géopolitique classique qui, depuis l'empire britannique a fait des mers, du contrôle des détroits, des îles, des verrous stratégiques. La Route de la soie

¹⁴ La Chine a notamment construit une piste d'atterrissage sur Yongxing Dao, la plus grande île de l'archipel des Paracels, et une base aérienne à Yongshu dans l'archipel des Spratleys (le plus important des quatre projets d'îles artificielles lancés par Pékin depuis 2013).

maritime s'inscrit dans cette pensée géopolitique américaine traditionnelle (Spykman¹⁵, Mahan¹⁶, Mackinder¹⁷ etc.). La rebasculer vers une géopolitique plus continentale avec cette intégration eurasiatique relève plutôt d'une pensée russe ou allemande. C'est un point qui est très peu abordé en Chine et qui inquiète aux États-Unis. Dans son livre « *Le grand échiquier* »¹⁸, Brzezinski craignait justement une grande puissance asiatique.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est la vieille obsession qui remonte à Mackinder et à tous les géopoliticiens britanniques et américains : la crainte de voir, la masse continentale s'unifier autour du « *Heartland* » contre l'empire maritime qui était incarné par la Grande-Bretagne au XIX^{ème} siècle et, aujourd'hui, par l'île que, relativement à l'Eurasie, constituent les Amériques. C'est une vision à mon avis un peu fantasmatique. C'est un concept. C'est amusant pour l'esprit. Mais est-ce vraiment opérationnel aujourd'hui ?

DANS LA SALLE

Il est vrai que la Chine est pragmatique et prudente mais, rattrapée par les événements, elle devient de plus en plus une puissance globale.

¹⁵ Nicholas J. Spykman (1893-1943), journaliste et universitaire américain, est considéré comme l'un des pères de la géopolitique aux États-Unis. Dans « *The Geography of the Peace* » (1944, publication posthume), il axe son analyse sur la sécurité américaine qui selon lui passe par un certain équilibre du pouvoir sur le continent eurasiatique.

¹⁶ Alfred Mahan (1840-1914), était un historien et stratège naval américain. Dans son ouvrage « *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* » (1890), il insistait sur la nécessité pour les États-Unis de développer une marine puissante.

¹⁷ Halford John Mackinder est un géographe et géopoliticien britannique (1861-1947). Selon lui, la confrontation permanente entre la "Terre du Milieu" (*Heartland*) et "l'Île du Monde" (*World Island*) est la toile de fond de tous les événements politiques, stratégiques, militaires et économiques majeurs

¹⁸ « *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde* » (*The grand chessboard*) Zbigniew Brzezinski, version française éd. Bayard 1997.

Quelles sont les relations de la Chine avec la Turquie et le monde musulman en général ? On sait que certains islamistes Ouïghours ont été plus ou moins influencés par la Turquie. La Chine a aussi des relations avec le Pakistan, qui n'est pas non plus un État musulman modéré.

Sur la Thaïlande, je crois que la Chine a avancé plus ou moins ses pions pour contrer l'expansionnisme vietnamien. Je pense que les Chinois sont très conscients que les Américains essaient de jouer le Vietnam contre la Chine. Donc les Chinois ne sont pas inertes, en Indochine notamment.

Je pense aussi que la Chine joue un rôle-clé dans les relations entre les deux Corée. J'ai rencontré en Chine un Sud-coréen qui m'a dit que 600 000 de ses compatriotes vivent en Chine. Le chiffre m'a étonné. Ce sont souvent des expatriés qui travaillent dans des compagnies comme Samsung ou autres. En même temps – et on revient aux luttes entre factions au sein du Parti communiste chinois – on a du mal à imaginer que le régime nord-coréen pourrait survivre sans au moins un appui de certains secteurs de l'appareil chinois et sans certaines relations économiques avec la Chine.

Dans ces trois cas, je crois que la Chine joue un rôle essentiel qu'aucune autre puissance ne peut jouer.

ANTOINE BONDAZ

Le principal problème de la Turquie est aujourd'hui l'énorme déficit commercial vis-à-vis de la Chine. La Turquie exporte entre 2 et 3 milliards de dollars vers la Chine et en importe plus de 20 milliards.

La Turquie a un rôle très particulier car, à l'époque où il était maire d'Istanbul, le président Erdogan soutenait très officiellement et très ouvertement la cause des Ouïghours, turcophones, en Chine. Depuis son arrivée au pouvoir en qualité de Premier ministre puis de Président, le pragmatisme est de mise et les relations se sont complètement normalisées. Aujourd'hui, dans les discours officiels et dans ses rencontres avec les Chinois, M. Erdogan est beaucoup moins critique. Cependant, sur la question de la Syrie, La Turquie est extrêmement critique vis-à-vis des vetos chinois et de l'absence d'implication chinoise dans la tentative de résoudre le conflit syrien.

Sur le cas de la Thaïlande et du Vietnam, il est difficile pour la Chine d'aller très loin dans ses relations avec la Thaïlande. Il en est de même en ce qui

concerne la Corée du sud. Ces deux pays essayent d'avoir une politique équilibrée et de jouer les équilibres entre les États-Unis et la Chine mais restent des alliés militaires des États-Unis. Le rapprochement sera donc in fine forcément relatif. Il est intéressant de voir comment le Vietnam joue son opposition avec la Chine pour se rapprocher des États-Unis mais aussi du Japon, essayant de maximiser les investissements et l'aide publique japonaise au développement au Vietnam.

Ayant été chercheur associé à Séoul, à Pyongyang et à Pékin, je maîtrise bien le sujet des deux Corée. La Corée du nord et la Chine demeurent des otages mutuels. La Corée du nord a besoin de la Chine pour ne pas s'effondrer et la Chine a besoin que la Corée du nord ne s'effondre pas. D'où la difficulté d'équilibrer la relation avec les deux Corée. Le commerce entre la Corée du sud et la Chine est aujourd'hui à peu près de 250 milliards de dollars (le commerce entre la Chine et l'Europe est à 450 milliards). Les Sud-coréens ont énormément investi depuis les années 80-90 en Chine. Vous avez raison de dire qu'il y a à peu près un million de Sud-coréens en Chine mais il y a surtout 60 000 étudiants sud-coréens qui, chaque année, vont étudier en Chine quand, pour donner un ordre de comparaison, moins de 50 000 Japonais vont étudier à l'étranger, pas uniquement en Chine.

Dans la relation extrêmement particulière, très spécifique, qu'elle entretient avec la Corée du sud, la Chine essaye de jouer à fond la proximité économique et, aujourd'hui, politique entre Xi Jinping et Park Geun-hye.

JEAN-PIERRE BRARD

Vous avez parlé de factions au sein du pouvoir. Jean-Pierre Chevènement parlait de façon un peu malicieuse de l'évocation de la baisse tendancielle du taux de profit (et je peux imaginer l'air déconcerté de son interlocuteur). Mais j'ai lu que dans de ces factions, au sein de la direction du Parti communiste chinois, il y a quand même des gens qui ont des opinions, des options et pas seulement des intérêts. Et tout cela se retrouve forcément dans ce parti unique.

Pouvez-vous nous dire quelque chose là-dessus ?

Y a-t-il des combats politiques ou idéologiques au sein de la direction chinoise, même si on voit un peu celui qui domine ?

Bien sûr il n'y a pas seulement des factions au sein du PCC en ce sens qu'il n'y a pas seulement des luttes de pouvoir pour le pouvoir en soi. Sous Hu Jintao et Wen Jiabao on avait vu énormément de combats idéologiques et de combats politiques, voire un choix crucial entre deux modèles de réforme politique en Chine. Fin novembre 2012, quand Xi Jinping a été présenté comme le nouveau numéro un du Parti, certains, l'entendant dire : « je respecterai la constitution », voyaient en lui un Gorbatchev chinois. J'étais à Pékin à ce moment-là et mes collègues et amis chinois me confiaient qu'ils ne pouvaient pas s'empêcher d'espérer.

Cette lutte au sein du Parti existe. Il y a une aile réformatrice. En préparant, avec Mathieu Duchâtel, « *Les nouveaux communistes chinois* » (Armand Colin, 2012), nous avons eu la chance de discuter avec l'un des responsables du centre de recherche et de traduction du Comité central du Parti. Il se déclarait réformateur, c'est-à-dire qu'il désirait une réforme politique avec, peut-être, une officialisation des factions, en gardant le Parti communiste comme une espèce de constitution des États-Unis et en permettant le débat en son sein. Cela peut faire sourire quand on voit l'état actuel du débat politique mais il y a eu un débat là-dessus.

On voit que Xi Jinping prend le contrepied de tous les espoirs des réformateurs en essayant d'annihiler toute branche qui favoriserait le débat politique. Finalement, les attentes vis-à-vis de Xi Jinping pouvaient être les mêmes à un moment que les attentes vis-à-vis de Hu Jintao qui s'est révélé finalement un leader beaucoup moins puissant mais quand même assez dur politiquement pour le débat. Les intellectuels libéraux, comme Hu Ping, en ont fait l'expérience. On a vu aussi ce qu'il est advenu du dernier discours de Wen Jiabao sur la réforme politique, que l'agence Xinhua n'a finalement pas publié.

Ce qu'on voit, c'est, pour le moment, un étouffement du débat politique.

Sur les universités il y a un débat. Beaucoup d'universitaires ont été dénoncés par leurs étudiants ou par leurs collègues comme des gens qui importaient l'idéologie occidentale dans les universités. Selon beaucoup de témoignages, on ne peut pas beaucoup sortir de Chine : la lutte anti-corruption réduit les déplacements à l'étranger à un par an. De plus il vaut mieux ne pas trop s'exprimer. Mais la situation est variable selon les régions.

Pourtant, j'ai lu récemment dans la presse chinoise que Xi Jinping a participé à une grande cérémonie célébrant le centième anniversaire de Hu Yaobang¹⁹. Or jamais personne, dans le Parti communiste chinois n'a été plus libéral, plus libre que Hu Yaobang. C'est Hu Yaobang qui avait proposé qu'il y ait des factions dans le Parti, en prenant pour modèle le PLD japonais : « Il y a des factions à l'intérieur du Parti libéral démocrate japonais, pourquoi ne pas les imiter plutôt que de nous poignarder dans le noir ? Chacun saurait ce qu'il pense et avec qui il est, il y aurait des votes... ». C'est en partie pour cette proposition qu'il avait été démis de son poste. Et c'est parce qu'il est mort sans revenir au pouvoir, comme certains l'espéraient, qu'il y a eu Tian'anmen. Hu Yaobang reste un symbole de ce que pourrait être un jour une Chine un peu plus démocratisée, même avec le Parti communiste. Pourquoi Xi Jinping éprouve-t-il tout d'un coup le besoin de célébrer le centenaire du Hu Yaobang, de dire qu'il y avait beaucoup de bonnes idées chez Hu Yaobang, qu'il faut s'en souvenir, qu'on l'a injustement ensuite mis dans l'ombre ? Il y a de ces mystères...

La communication autour du centième anniversaire de Hu Yaobang est extrêmement complexe. D'un côté je suis d'accord avec vous et en même temps j'ai un sentiment partagé. La censure d'une photo²⁰ dans un documentaire de CCTV a fait énormément de bruit, notamment dans le *South China Morning Post*. Il s'agissait de l'élimination de la photo de Zhao Ziyang, celui qui voulait perpétuer l'esprit de Hu Yaobang et qui avait essayé de négocier avec les étudiants à Tian'anmen. Cela relevait de cette triste et néfaste réécriture de l'histoire qui était très en vogue sous Mao. Je vous avoue que je suis partagé. Mais je ne peux pas vous donner tort non plus. Je pense que Xi Jinping essaye de

¹⁹ Hu Yaobang, né le 20 novembre 1915, fut Secrétaire général du Parti communiste chinois de septembre 1980 à mars 1987.

²⁰ Dans une émission de CCTV commémorant le centenaire de la naissance de Hu Yaobang le 20 novembre 2015, la photo de Zhao qui figurait en une du *Quotidien du Peuple* (datant d'il y a 33 ans) a été remplacée à l'image par celle de Xiannian.

jouer sur tous les tableaux. Il sait très bien que la mort de Hu Yaobang avait motivé énormément de groupes qui avaient ensuite fait Tian'anmen et il craint énormément que, pour des raisons économiques, la société, frustrée, n'entre dans un état d'ébullition (à l'origine de Tian'anmen il y avait aussi un problème d'inflation, d'économie, de corruption). Je crois qu'il y a un calcul politique à la fois étonnant et très pernicieux. Mais cela donne à penser, il est difficile de trancher.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Pour répondre à la question de Jean-Pierre Brard sur le statut du marxisme au sein du Parti communiste chinois, n'étant pas, à l'instar des autres intervenants, un « pékinologue », je ne peux pas répondre autrement qu'en évoquant un passage du livre « *Les nouveaux communistes chinois* », de M. Zylberman et M. Duchâtel. Dans la partie consacrée aux adhérents du Parti communiste, on voit un professeur qui s'ennuie à mourir en enseignant le marxisme dans une université assez obscure d'une ville du sud. Il adhère au Parti communiste où il s'ennuie tout autant. Il se désengage, il quitte l'université, devient fonctionnaire... et continue à s'ennuyer.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Il y a une dizaine d'années, il y avait à l'ENA chinoise un département d'études marxistes. Je ne sais pas s'il est toujours là...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Oui mais je crois que l'articulation entre l'utopie communiste et la réalité d'un système que j'ai décrit comme mixte mais qui est quand même chapeauté par le Parti communiste chinois, est du domaine de la spéculation théologique. Cela n'intéresse pas grand monde dans la société chinoise.

Ce qui reste essentiel, chez Xi Jinping comme chez Deng Xiaoping, c'est la conviction que, sans le marxisme et sans la figure tutélaire de Mao, le PCC, privé de la légitimité idéologique que lui apporte le soutien de la population, s'effondrerait immédiatement. C'est une idéologie vide, il n'y a plus de valeurs, il n'y a plus les rouges, mais il faut garder ce vernis protecteur.

Je me faisais l'écho de certains analystes qui voient dans la lutte anti-corruption de Xi Jinping un mouvement classique de rectification des cadres du Parti. Mais, dans les années 2000, Hu Jintao avait déjà entrepris un mouvement de rectification de la nature avancée des cadres, avec un jargon ultra-marxiste. Je crois que le marxisme reste une espèce de boîte à outils, rangée dans un tiroir, qu'on peut ressortir lorsque se manifeste un besoin de contrôle des cadres et de contrôle socio-politique des Chinois. Donc, on peut dire que l'idéologie est diluée parce que Mao n'aurait pas accepté que Jack Ma (patron d'Alibaba) ait sa carte du Parti et que les grands entrepreneurs aient leur carte du Parti.

Ce n'est donc plus le même parti mais ce Parti-là, attrape-tout, essaye de jouer sur tous les tableaux. Pour le moment il y arrive.

J'avais fait un reportage à Pékin sur les comités de quartier qui recrutaient parmi les personnes âgées (lesquelles seront 400 millions dans vingt ou trente ans). Leur passion de jeunesse, ce qui les fait vivre, c'est une culture rouge, les chants²¹ rouges sur lesquels avait très bien surfé Bo Xilai. Ces comités de quartier se transforment en clubs du troisième âge proposant des spectacles, des chants rouges, des activités de calligraphie. Des membres du Parti plus jeunes rendent visite à ces personnes âgées, leur apportent des fruits, servent parfois de garde-malade. Tout cela compte énormément ensuite pour la mobilisation sociale. Mon sentiment (mais ce sujet mériterait des études approfondies) est donc que, en matière sociale, le Parti communiste, pour rester légitime et pour garder le soutien de la population aurait peut-être intérêt à bichonner ces personnes âgées. C'est là que la couleur marxiste reste importante à mon avis.

²¹ Maire de Chongqing, BoXilai avait réhabilité les chants révolutionnaires maoïstes qui devaient résonner dans écoles, les usines, les parcs, et jusque dans les hôpitaux psychiatriques de sa ville.

Je vous remercie.

J'ai vu il y a quelques temps un film chinois intitulé « *La tribu des fourmis* »²² dont l'action se passe du côté de Haidian. Ce film montre la vie du petit peuple, des Míngōng (travailleurs migrants) venus de partout pour essayer de survivre dans les bidonvilles qui entourent les villes. On y voit un jeune homme qui, n'ayant pas réussi à entrer à l'université, se voit proposer par un demi-escroc de vendre des assurances-vie. Il se promène à travers le bidonville et réussit à faire signer une cinquantaine de contrats dans la journée (il gagne un yuan par contrat). Le soir, son patron occasionnel lui annonce que les contrats signés sont invalides car on ne peut signer des contrats d'assurance-vie avec des gens qui ont plus de soixante ans, ce qui était le cas de tous les « clients » de la journée. Tout le film est l'histoire de ce pauvre garçon qui retourne voir les personnes avec qui il avait conclu : « Mémé, tu n'as pas 64 ans, tu as 59 ans »... et de leur faire de nouveaux papiers pour modifier leur âge afin ne pas annuler les contrats d'assurance-vie. Cela montre à quel point ce que nous croyons savoir de la Chine repose sur une base d'informations assez incertaine et parfois fluctuante.

Si ce débat vous a intéressés, je souhaite que nous puissions de temps en temps réactualiser notre information.

²² « *La Tribu des fourmis* » (*Tang Jia Lang*), film chinois réalisé par Yang Huilong, sorti en 2015.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ? APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRÈCE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODÈLE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**
Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE
Table ronde du lundi 14 septembre 2015

QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?
Colloque du lundi 28 septembre 2015

QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?
Colloque du lundi 26 octobre 2015

LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION
Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**
Colloque du lundi 14 décembre 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en février 2016